



VISITE DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN À OTTAWA

Obama promet un dialogue sur l'énergie propre

La prise de contact entre Barack Obama et Stephen Harper s'est déroulée sans anicroche

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Il est venu, on l'a vu, et il est reparti presque aussi vite avec sous le bras l'engagement d'amorcer un « dialogue » sur l'énergie propre avec Ottawa. Pour le reste, la visite en sol canadien du président américain, Barack Obama, son premier voyage à l'étranger depuis son entrée en fonction, s'est déroulée sans anicroche, mais sans grande déclaration de politique non plus. Elle a davantage pris la forme d'un exercice d'approvisionnement entre les deux leaders, avec les déclarations d'amour d'usage à la clé.

Air Force One s'est posé à l'aéroport d'Ottawa comme prévu à 10h30 hier matin. Le président a été accueilli par la gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, avec qui il a en commun d'avoir été le premier chef d'Etat noir de son pays. La chimie a eu l'air de fonctionner immédiatement, les deux souriant à belles dents. A son bureau, on confirme qu'à titre de commandant en chef des armées, Mme Jean a discuté de l'Afghanistan avec le président. Elle a dit espérer une meilleure cohésion au sein de l'OTAN afin

que le fardeau militaire soit mieux réparti entre les pays participants.

Le sujet de l'Afghanistan a aussi été abordé au cours de la rencontre avec le premier ministre Stephen Harper, plus tard en fin de matinée. « Je n'ai certainement pas demandé au premier ministre que le Canada s'implique encore plus qu'il ne le fait déjà », a par la suite expliqué Barack Obama en conférence de presse. La question portait sur la décision du Canada de retirer ses troupes en 2011, et le président s'est contenté de rappeler qu'il avait demandé une révision complète de l'implication américaine en Afghanistan et que d'ici là il serait prématuré de conjecturer sur la durée de la mission.

Sécurité énergétique

Outre l'économie, au cœur des préoccupations actuelles, le sujet majeur de la discussion aura toutefois été celui de l'environnement et de la sécurité énergétique du continent nord-américain. La rencontre entre les deux hommes a débouché

VOIR PAGE A 10: OBAMA

Un visiteur intéressé



MANON CORNELLIER

Le président américain, Barack Obama, est un charmeur. Pas une personne n'a pu lui serrer la pince, hier, sans se voir gratifier de quelques mots et d'un sourire à faire craquer la lune. Stephen Harper n'y a pas échappé. En plus, le président a eu le tact de l'inviter à se joindre à lui pour saluer la foule qui attendait, le faisant profiter un peu de sa popularité.

Une visite de travail d'une journée ne peut suffire à juger de l'existence d'atomes crochus

entre les deux hommes. Leurs entourage voudront donner l'impression que leur relation a démarré du bon pied puisque leur tête-à-tête a duré plus de 30 minutes. Il ne devait, semble-t-il, durer que 10 minutes.

Le fait qu'ils soient ressortis de leur entretien tout contents démontre surtout les vertus du professionnalisme. Barack Obama aurait pu être plus froid, lui qui a vu la primaire de l'Ohio lui échapper à la suite d'une fuite d'une note canadienne affirmant que sa promesse de revoir l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) n'était pas sérieuse. Il aurait pu aussi être moins chaleureux envers un premier ministre canadien qui ne cachait pas ses affinités avec le président sortant, George W. Bush, et tout ce qui émanait des républicains.

VOIR PAGE A 10: VISITEUR

■ L'éditorial de Bernard Descôteaux, page A 8 ■ La chronique de Lise Payette, page A 9 ■ Nos informations en pages A 4 et A 5



RÉGIS DUVIGNAU REUTERS

CRISE EN GUADELOUPE

Sarkozy a reçu les élus d'outre-mer et annoncé un train de mesures

■ À lire en page B 9

Castonguay change son fusil d'épaule

Le moment n'est pas propice pour mettre fin à la gratuité en santé



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Il y a un an, Claude Castonguay proposait de récupérer entre 0,5 et 1 % de la TVQ pour financer le réseau de santé en plus d'imposer une franchise aux usagers.

MARTIN OUELLET

Québec — L'ex-ministre Claude Castonguay change son fusil d'épaule un an jour pour jour après avoir recommandé de mettre fin à la gratuité dans le réseau de la santé.

Compte tenu de la situation économique difficile, il ne convient pas d'accroître le fardeau des citoyens, a dit M. Castonguay, en conférence de presse hier à Québec à l'occasion de la présentation d'un rapport sur l'implantation de l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux.

« Ce n'est pas le moment d'imposer de nouvelles charges par la fiscalité ou par des moyens de cette nature aux personnes de façon générale. Au contraire, un peu partout, on essaie même de réduire les impôts ou de donner des exemptions d'impôt pour stimuler la consommation », a expliqué l'ancien ministre de la Santé.

Par conséquent, le contexte « n'est pas

VOIR PAGE A 10: SANTÉ

Venez rencontrer le Père Lacroix

à la librairie Paulines
En compagnie d'Alain Crevier
le 24 février à 19h 30



Conversations avec Simone et Pierrot Lambert

La mer récompense le fleuve

Parcours de Benoît Lacroix
27,95\$ • 200 PAGES

FIDES

INDEX

0,08	0,08
7 478313 02384 4	7 478313 02384 4
Annances..... A 4	Monde..... B 9
Avis publics.. B 6	Mots croisés.. B 8
Cinéma..... B 3	Nature..... B 8
Décès..... A 4	Resto..... B 7
Éditorial..... A 8	Sudoko..... B 4
Idées..... A 9	Télévision..... B 2
Météo..... A 4	Week-end..... B 1

ACTUALITÉS

Phosphore et azote

Les agriculteurs améliorent leurs pratiques

LOUIS-GILLES
FRANÇOEUR

Le bilan en phosphore et en azote des activités agricoles se serait amélioré sensiblement au Québec, selon le troisième sondage réalisé par les deux gouvernements et l'UPA auprès des agriculteurs québécois au coût d'un demi-million.

Mais toujours selon le même sondage auquel ont répondu 84 % des agriculteurs sollicités, seulement 61 % des fermes québécoises affirment bénéficier de bandes riveraines de plus de trois mètres de largeur. Mais le sondage ne précise pas si ces filtres végétaux sensément conformes à la réglementation couvrent l'ensemble des rives ou seulement une portion. Et il s'agit de déclarations volontaires, non vérifiées sur le terrain.

Le premier Portrait agro-environnemental des fermes du Québec a été réalisé en 1998. Un autre a suivi en 2003 et celui dont les résultats ont été publiés hier donne le portrait pour l'année 2007.

Selon les réponses fournies, les agriculteurs auraient réduit le bilan phosphore du Québec de 29 000 tonnes en 2007, «une progression importante du bilan vers un point d'équilibre» entre les besoins des plantes et l'engraisement des sols. Cette quantité correspond à 40 % des besoins en phosphore des cultures dans la province.

Selon Jean-Yves Drolet, de la firme BPR, qui a réalisé ce sondage, la charge «moyenne» en phosphore sur les 2 millions d'hectares agricoles de la province est passée, de 1998 à 2007, de 33 kg par hectare à 18 kg.

Mais cette moyenne cache d'importantes disparités régionales où le bilan dépasse la moyenne provinciale. Dans les régions où se concentrent les grandes productions, le bilan s'établit comme suit en dix ans: Chaudière: de 44 à 33 kg/ha; Montérégie-Est: de 42 à 9 kg; Capitale-Nationale: de 44 à 30 kg; Estrie: de 32 à 28 kg; Lanaudière: de 56 à 20 kg; et dans le Centre-du-Québec: 32 kg présentement.

La moyenne québécoise pour l'azote serait encore plus près du point d'équilibre. Cette moyenne s'établit présentement à 3 kg par ha alors qu'elle était de 5 kg par ha en 1998. Pour Jean-Yves Drolet, compte tenu de la marge d'erreur, on peut dire que la situation n'a pas changé.

Mais plusieurs régions à forte vocation agricole se retrouvent encore là au-dessus de cette moyenne. Les régions affichent les résultats suivants en kg par hectare: Montérégie-Est: 24 kg; Montérégie-Ouest: 22 kg; Chaudière: -14 kg; Lanaudière: 19 kg; Centre-du-Québec: 9 kg et Capitale-Nationale: 7 kg.

Selon le sondage, 94 % des animaux d'élevage n'ont plus accès aux cours d'eau, une autre source importante d'érosion.

Ce «serait intéressant», convient M. Drolet, de vérifier si ces changements dans les pratiques agricoles se sont traduits par une amélioration de la qualité de l'eau localement et par une hausse de la qualité de l'air des voisins des agriculteurs, qui utilisent désormais des rampes d'épandage sur 71 % des surfaces plutôt que des gicleurs.

Le Devoir

Port du masque prohibé

Warren Allmand demande le report du vote

L'opposition au projet de règlement prend de l'ampleur

Montréal s'apprête à permettre aux policiers d'interpeller toute personne qui se masque le visage «sans motif raisonnable» lors d'attroupements. Le projet de règlement soulève l'ire de juristes et d'organismes de défense des droits de la personne, qui y voient une atteinte à la liberté d'expression.

JEANNE CORRIVEAU

Contesté au sein même du parti de Gérard Tremblay, le règlement interdisant le port de masques et de cagoules lors de manifestations sera soumis au vote des élus lors de la séance du conseil municipal de lundi soir. Les organismes de défense des droits sociaux sont de plus en plus nombreux à réclamer de l'administration Tremblay qu'elle renonce à son projet.

C'est à la demande de la Fraternité des policiers que l'administration municipale a décidé de modifier le règlement P-6 sur la prévention des troubles de la paix afin d'y ajouter une disposition interdisant aux manifestants de se masquer le visage. On souhaite ainsi prévenir les actes de violence lors d'attroupements susceptibles de dégénérer en violence.

Plusieurs élus ont déjà manifesté leur intention de voter contre le règlement. Il s'agit du conseiller de Snowdon, Marvin Rotrand, de son collègue du district de Loyola, Warren Allmand, et du chef de Projet Montréal, Richard Bergeron. «Le libellé du règlement est extré-

mement vague. Il accorde un pouvoir indu aux policiers, estime M. Rotrand. En matière d'intervention préventive, les policiers n'ont pas un bilan très reluisant, ajoute-t-il.

Le règlement controversé devait d'ailleurs être discuté lors de la réunion du caucus des élus d'Union Montréal hier après-midi. Ex-solliciteur général du Canada, M. Allmand comptait demander au président du comité exécutif, Claude Dauphin, de reporter son adoption.

Des juristes
condamnent
l'initiative
de la Ville

«Le règlement tel que proposé renverse le fardeau de la preuve, soutient-il. Les gens arrêtés devront alors prouver leur innocence, ce qui est contraire à la Charte des droits et libertés du Québec, à la charte canadienne et aux conventions internationales des droits de l'homme.»

De son côté, Richard Bergeron dénonce la «dérive sécuritaire» des autorités et rappelle que les policiers ont déjà les pouvoirs d'arrêter quelqu'un s'ils ont des motifs raisonnables de croire que cette personne s'apprête à commettre un acte criminel.

Quant aux conseillers de Vision Montréal, ils décideront



Si le projet de règlement est déposé et adopté lundi, les manifestants ne pourront plus se masquer.

aujourd'hui de la position à adopter, a-t-on indiqué au bureau du chef de l'opposition, Benoît Labonté.

Les élus ne sont pas les seuls à dénoncer ce règlement. Les avocats Julius Grey, Pierre Bosset, professeur de droit à l'UQAM, et Gilles Trudeau, président de l'Association des avocats de la défense de Montréal, ont publiquement condamné les intentions de la Ville. Et lors d'une conférence de presse cet après-midi, des représentants de quatre organismes, dont la Ligue des droits et libertés et le Centre de recherche sur les relations raciales,

demandent aux élus de rejeter le règlement. Une vingtaine d'organismes les appuient.

Si l'administration Tremblay décide de maintenir le cap et de soumettre le règlement au vote lundi soir, le parvis de l'hôtel de ville risque d'être bondé de manifestants. Lors de la réunion du conseil municipal de janvier, une cinquantaine de membres d'une organisation baptisée Le gros bon sens s'étaient présentés à l'hôtel de ville pour dénoncer le règlement. Cette fois, ils se sont donné rendez-vous au parc Berri lundi à 17h30.

Le Devoir

salon santé
bonne forme
style de vie20-21-22
févrierPlace Bonaventure
Montréal

Bonaventure

Conférences
Présentations

Plusieurs prix à gagner

Consultez le site Internet
pour l'horaire et tous les détails

www.salonsfv.com

VENREDI	14h à 20h
SAMEDI	10h à 18h
DIMANCHE	10h à 17h

eska

MIEUX-ETRE

Xtence

Centre universitaire de santé McGill
McGill University Health Centre

Blakes

98.5fm

92

CKOI

FASHION

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

Disparition d'un adolescent à Alma

Les policiers privilégient la thèse de la fugue

PIERRE SAINT-ARNAUD

Les recherches se poursuivent pour retracer David Fortin, l'adolescent manquant à l'appel depuis le mardi 10 février à Alma.

Plusieurs témoignages obtenus par la Sûreté du Québec (SQ) laissent croire que le jeune adolescent a pu se trouver en Mauricie au cours des derniers jours.

Le capitaine Mario Bouchard, chef du bureau régional des enquêtes pour le district du Saguenay-Lac-Saint-Jean, a en effet expliqué en entrevue à La Presse canadienne, hier, que cinq personnes auraient vu David Fortin successivement dans les secteurs de Métabetchouan, Saint-François-de-Sales, Lac-Bouchette et Mékinac.

«Le jeune Fortin a été vu à cinq endroits et on peut penser que ces informations étaient très pertinentes car la description physique et vestimentaire correspond parfaitement à M. Fortin, de même que la séquence dans le temps», a dit le capitaine Bouchard.

Les policiers sont ainsi de plus en plus convaincus que le jeune a fait une fugue et sont à retracer son parcours.

«Avec l'enquête et les vérifications qui ont été faites, on s'oriente vraiment vers une fugue à partir d'Alma vers la Mauricie probablement», a précisé le policier de la SQ.

Les informations recueillies jusqu'ici permettent de déterminer le parcours du jeune jusqu'à Mékinac dans les 36 à 48 heures suivant sa disparition le 10 février, mais la suite demeure encore

nébuleuse, selon Mario Bouchard.

«On a plusieurs autres informations, mais là c'est beaucoup moins précis quant à la tenue vestimentaire, le gabarit, les moments. Par exemple, deux témoins ont rapporté l'avoir vu en même temps dans deux régions complètement opposées», a dit le policier.

«On pense qu'il est toujours vivant et qu'il se trouve quelque part entre ce point [Mékinac] et ailleurs au Québec. On a aussi fait des vérifications, des recherches terrestres et aériennes avec l'hélicoptère pour s'assurer qu'il n'était pas dans le fossé ou dans un chalet quelconque», a-t-il ajouté.

La SQ sollicite donc la collaboration de gens qui auraient fait monter à bord de leur véhicule ou aperçu un adolescent faisant de l'autostop dans le secteur.

«On a vraiment besoin de savoir, de la part des gens qui auraient pu le transporter, s'il y a eu un échange d'informations qui pourrait nous emmener à un point quelconque après Mékinac», a dit le capitaine Bouchard.

A son avis, le jeune Fortin ne dispose pas de moyens considérables.

«On sait qu'il n'a pas de téléphone cellulaire, qu'il n'a pas de carte de crédit. Est-ce qu'il avait planifié d'amasser de l'argent dans les jours précédant sa fugue? On tente de le déterminer, mais pour le moment, s'il a de l'argent, il n'en a pas beaucoup», a-t-il dit.

La Presse canadienne

EN BREF

L'Ontario veut réduire l'attente aux urgences

Toronto — L'Ontario souhaite devenir la première province canadienne à réduire le temps d'attente dans les urgences en établissant des cibles pour les hôpitaux. Le ministre de la Santé de l'Ontario, David Caplan, a dévoilé hier un plan qui établit un plafond de huit heures pour les patients dont la condition médicale est complexe et de quatre heures pour ceux qui ont des problèmes mineurs. Le décompte est lancé lorsqu'un patient s'inscrit à l'urgence ou lorsqu'une infirmière affectée au triage évalue l'urgence de la situation. Le chrono s'arrête lorsque les patients se font donner leur congé ou lorsqu'ils sont transférés dans un autre service. En ce moment, neuf patients sur dix dont l'état de santé est grave passent un maximum de 13,5 heures dans les salles d'urgence de l'Ontario. — La Presse canadienne

Sophie
DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

ACTUALITÉS

Au temple de la médiocrité



CHRISTIAN RIOUX

Le hockey est connu à travers le monde comme un domaine où excellent les Québécois. C'est un peu comme le soccer en France ou le rugby en Nouvelle-Zélande. Il est d'ailleurs courant de citer ces sports afin d'inciter la jeunesse à se dépasser.

On apprend la semaine dernière que les Canadiens de Montréal avaient produit à l'aide d'une généreuse subvention du ministère de l'Éducation une série de cahiers pédagogiques à l'intention des écoles primaires du Québec. Plusieurs se sont offusqués avec raison que le ministère consacre 250 000 \$ à des documents qui, sous prétexte de pédagogie, font la publicité d'un club de hockey. L'initiative est l'œuvre d'une société de Toronto, Paton Publishing, qui a fait son beurre en produisant de tels cahiers d'exercices pour les Blue Jays et les Maple Leaf, de Toronto, ainsi que les Oilers d'Edmonton. Ces équipes ont découvert ainsi une façon de pénétrer dans les classes par la porte de derrière.

Certains se seront malgré tout consolés en se disant que cette opération douteuse servait au moins à aider les élèves à apprendre à compter et à améliorer leur français. Ceux-là n'ont malheureusement rien lu de ces supposés cahiers pédagogiques. La lecture de ces documents diffusés à des milliers d'exemplaires démontre plutôt leur médiocrité. Ils contiennent non seulement des erreurs flagrantes, mais le français dans lequel ils sont rédigés est souvent digne d'Elvis Gratton tant il est truffé d'anglicismes, d'impropriétés et d'autres fautes. La langue utilisée est parfois si bâtarde que certaines phrases sont incompréhensibles. Au lieu de cahiers «pédagogiques», on serait justifié de parler de mauvais brouillons rédigés par des analphabètes. Et je pèse mes mots.

Au-delà des considérations commerciales, c'est là que se cache le vrai scandale. Qu'on en juge sur pièces. Le texte offert aux petits francophones apparaît comme un calque de l'anglais ou le français n'est plus qu'un créole confus et sans âme. Nos pédagogues patentés alignent en effet les anglicismes comme d'autres comptent des buts. Ainsi, dit-on à l'un de ces malheureux élèves qu'un joueur des Canadiens «pourrait l'aider avec ses devoirs» (*help you with*) au lieu de l'aider à faire ses devoirs. Partout le mot «légende» est utilisé dans l'une de ses acceptions anglaises (*legend*), pour désigner un héros, et non pas dans le sens français d'un récit mythique. Dans le même ordre d'idées, l'élève est invité à «apporter ces activités pédagogiques à la maison» (*bring home*) au lieu de les ramener. On se croirait dans la célèbre parodie des défunts Cyniques qui commentaient la bataille des plaines d'Abraham en «bilingue».

Les formulations alambiquées ne manquent pas. On invite ainsi les élèves à «suggérer des conseils», au lieu de faire des suggestions, sans même saisir le ridicule d'un tel truisme. L'élève pourra méditer longtemps sur le sens profond des mots lorsqu'il découvrira que la saison 1976-77 a été «la meilleure saison à vie de l'histoire!» Pourquoi respecterait-on la concordance des temps si essentielle en français? Dans une lettre aux parents, les auteurs indiquent que les élèves «pourront participer à une partie de hockey où ils doivent [devront] mettre leurs connaissances à l'épreuve».

Passons sur l'insignifiance des mises en situation. Passons sur les répétitions qui témoignent de la pauvreté chronique du vocabulaire. Ne faisons pas trop de cas de la mauvaise traduction, probablement glanée dans Internet, d'une citation d'Einstein où «*stay with the problem*» est traduit par «*rester avec le problème*» au lieu de «*persévérer*» à lui chercher une solution. Oublions l'absence de style et la musique de la langue, qui est anglaise du début à la fin.

Non contents de massacrer le français, les auteurs de ces cahiers commettent des erreurs dignes des moins doués de leurs élèves. En mathématiques, ils confondent les chiffres et les nombres. On apprend aux élèves que 18 est un chiffre alors que c'est un nombre dans tous les manuels du monde. En français, cette erreur reviendrait à confondre les lettres et les mots. Saviez-vous que le beurre d'arachide était une viande? Dans un tableau, il est classé dans la colonne intitulée «viande» comme la banane est dans celle des «fruits et légumes». Il faut deviner que la viande désigne ici les protéines. Les auteurs affirment que l'anglais et l'allemand sont tous deux issus du saxon alors qu'il serait plus juste de dire qu'ils viennent du germanique comme on l'apprend dans les encyclopédies sérieuses. Ailleurs, on confond même le participe passé avec le passé composé.

Une telle production donne raison à ceux qui pensent qu'il faut se dépêcher d'apprendre l'anglais puisqu'il est même devenu indispensable pour comprendre les exercices de... français! Faut-il que l'école soit considérée comme une poubelle pour qu'on y déverse de telles aneries et qu'on ose les financer à même les deniers publics. Qui osera réclamer que les Canadiens remboursent l'État?

«Et voilà pourquoi votre fille est muette!» C'est ce qu'on aurait le goût de dire aux analphabètes qui ont conçu ces cahiers. Mais on doute qu'ils saisissent l'ironie de Molière.

crioux@ledevoir.com

VIH/sida

Lipodystrophie: traiter les effets secondaires devient prioritaire

Des chercheurs demandent à l'État d'assumer le coût des traitements

Jambes amaigries, veines apparentes, fesses inexistantes ou encore visage émacié, la lipodystrophie afflige bon nombre de séropositifs qui prennent certains types d'antirétroviraux. Des chercheurs invitent le gouvernement à voir ces transformations corporelles comme une pathologie plutôt qu'un simple problème esthétique.

LISA-MARIE GERVAIS

Jugeant la réparation de la lipodystrophie aussi importante que la pose d'implants mammaires, des chercheurs en sciences infirmières demandent au ministère de la Santé d'assumer la couverture, par l'intermédiaire du Régime d'assurance maladie (RAMQ), de deux traitements réparateurs pour la lipodystrophie faciale, un changement corporel parmi les plus fréquents et visibles chez les personnes vivant avec le VIH/sida. La lipodystrophie, soit la distribution corporelle anormale de la masse adipeuse associée à la prise de médicaments antirétroviraux (ARV), peut se traduire chez le patient par une lipoaccumulation, une lipoatrophie ou un syndrome mixte.

«Les effets de la lipodystrophie sont terribles sur le plan social. Si on pensait que les personnes avec le VIH étaient stigmatisées, imaginez ce que c'est quand la maladie est visible sur le visage», a soutenu Dave Holmes, professeur titulaire à l'École des sciences infirmières de l'Université d'Ottawa.

Si on pensait que les personnes avec le VIH étaient stigmatisées, imaginez ce que c'est quand la maladie est visible sur le visage

Deux types d'interventions réparatrices pour la lipoatrophie faciale homologuées par Santé Canada sont actuellement disponibles au Québec. Leur coût oscille entre 2000 \$ et 10 000 \$ selon les produits et la sévérité du problème. Mais ces traitements, qui consistent en des injections sous-cutanées, ne sont pas couverts ou remboursés par la RAMQ. «On veut que les séropositifs aux prises avec ce problème puissent avoir le choix de se traiter ou non», a indiqué Mari-lou Gagnon, une doctorante en sciences infirmières de l'Université d'Ottawa qui est sur le point de rendre publiques les conclusions de sa thèse sur le sujet. «Les femmes de ma recherche étaient persuadées que si elles avaient eu le cancer du sein, elles auraient eu beaucoup plus de soutien et de ressources pour se reconstruire.»

Selon elle, il coûte plus cher à la société de ne pas traiter les différentes formes de lipodystrophie. Sans compter les coûts reliés aux consultations psychologiques, ajoutez-les.

«Certaines personnes ont le visage tellement changé qu'elles vont tomber en dépression et même quitter leur emploi», a constaté l'infirmière qui



ARCHIVES REUTERS

s'est intéressée aux changements corporels que subissent les femmes séropositives, un pan de la recherche qu'elle jugeait peu exploré. «Je n'aime pas qu'on parle "d'effets secondaires", comme si c'était de seconde importance», a-t-elle poursuivi.

Un problème méconnu

En 2005, près de 60 % des personnes vivant avec le VIH et traitées en trithérapie souffraient de lipoatrophie, selon la coalition québécoise COCQ-sida.

Monsieur X., qui a voulu garder l'anonymat, en souffre depuis qu'il a commencé ses traitements aux ARV. «Je ne pouvais plus me coucher sur le côté parce que je n'avais plus de gras dans les joues. Ça me faisait trop mal. Je devais me tenir les joues pour pouvoir bien mastiquer. Ce n'est pas seulement esthétique», a-t-il affirmé. «Pour ceux qui travaillent avec le public, c'est très grave. Moi-même, j'ai senti que je faisais peur à certaines personnes», a-t-il ajouté.

Pour Dave Holmes, les effets afférents à la prise d'antirétroviraux (ARV) ne sont pas suffisamment pris au sérieux. «Oui, on sauve la vie des gens. Sachant que les ARV peuvent causer la lipoatrophie du visage, n'a-t-on pas la responsabilité d'aider ces gens-là?», a-t-il demandé.

Le ministre de la Santé peut entériner les re-

commandations du Conseil du médicament après que le fabricant d'un produit ait fait une représentation pour que celui-ci soit inclus au panier de services. «Mais si la compagnie ne souhaite pas faire de représentation au Conseil du médicament, le ministre ne peut pas forcer le processus et mandater une étude», a précisé Marie-Eve Bédard, attachée de presse du ministre Yves Bolduc.

Des représentations ont pourtant été faites auprès de certains ministères de la Santé, dont ceux de l'Ontario et du Québec en 2005, rapporte John McCahill, qui s'occupait anciennement de la distribution d'un des traitements, le Bio-alca-mid. «En Ontario, on nous a dit qu'il n'y avait pas assez d'études pour prouver que le produit était sécuritaire à long terme, mais on a reconnu son efficacité clinique», a-t-il indiqué.

La compagnie pharmaceutique Sanofi-Aventi, qui commercialise un traitement appelé Sculptra, confirme qu'elle n'a pas fait de représentation. «Si la lipoatrophie est reconnue comme une maladie pour laquelle un patient peut avoir un traitement, c'est sûr qu'on va déposer une soumission. Mais on ne connaît aucune instance», a précisé Sylvain Clermont, qui s'occupe des communications pour la division canadienne de Sanofi.

Le Devoir

Premier jour de grève

Il n'y a pas de honte à demander un traitement équitable, disent les professeurs de l'UQAM

ALEXANDRE SHIELDS

Les quelque 950 membres du Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal ont tenu hier une première journée de grève qui devrait être suivie de trois autres au cours des prochaines semaines, afin de marquer leur exaspération devant la lenteur des négociations en vue du renouvellement de leur convention collective.

«Cette journée de grève a pour objectif d'amener l'administration de l'UQAM à effectuer un dépôt complet de ses offres en réponse aux demandes syndicales pour discussions par la suite», a expliqué la présidente du syndicat, Michèle Nevert.

Appelée à chiffrer les demandes salariales des professeurs, elle a toutefois refusé de s'avancer. «Vous savez ce que c'est, une table de négociations. On part avec un projet et à la fin on s'entend sur quelque chose», a-t-elle simplement souligné. Selon le projet de convention collective adopté par le regroupement, ils réclament des augmentations de 11,6 % échelonnées sur trois ans.

La présidente du Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ) a toutefois insisté sur le fait qu'ils souhaitent obtenir des conditions salariales équivalentes à celles de leurs collègues des autres universités de la province. Actuellement, ils gagnent entre 60 000 \$ et 110 000 \$ par année.

Par ailleurs, Mme Nevert ne croit pas que le contexte économique difficile devrait influencer sur les négociations. «A ma connaissance, il n'y a jamais eu une bonne époque pour négocier des condi-

tions salariales, a-t-elle fait valoir. En règle générale, la partie patronale ou un gouvernement explique toujours qu'il y a des difficultés pour accéder aux demandes.»

«Je pense que nos revendications sont tout à fait légitimes, a-t-elle ajouté. On n'a pas à avoir honte de demander un traitement équitable à celui de tous les autres, quelle que soit la situation que nous traversons.» Les syndiqués voudraient également qu'on embauche 300 professeurs de plus, notamment afin de diminuer le nombre d'étudiants par classe.

Réplique

L'université réplique qu'elle ne peut rien promettre pour le moment, puisqu'elle a les mains liées par l'entente intervenue en décembre avec Québec pour tenter de la sortir du bourbier financier dans lequel les projets du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur l'ont plongée.

Elle doit ainsi attendre l'élaboration, par une firme externe, d'une étude qui permettra de comparer les conditions de travail de ses salariés avec ce qui se fait ailleurs au Québec. L'UQAM doit aussi présenter d'ici la fin mai un plan de retour à l'équilibre budgétaire en cinq ans. L'institution doit enfin attendre de connaître les modalités du remboursement de 180 millions de dollars que Québec lui versera pour éponger une partie de la facture du Complexe des sciences.

Les activités se sont poursuivies normalement à l'UQAM hier pour les cours donnés par des chargés de cours.

Le Devoir

Le CHUM accusé de négliger le personnel de laboratoire

LISA-MARIE GERVAIS

Le CHUM n'en fait pas assez pour contrer la pénurie de personnel dans les laboratoires. C'est ce qu'ont dénoncé les quelque 150 technologistes médicaux membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), qui ont manifesté hier devant l'hôpital Notre-Dame. Ils réclament plus d'embauches de technologistes médicaux de même que des postes moins précaires.

«Environ 50 % du personnel technique de laboratoire du CHUM est dans des postes temporaires. La première mesure à prendre pour fidéliser les gens déjà formés est pourtant de leur offrir un poste qu'ils auront envie de conserver», a affirmé Dominique Verreault, la présidente de l'APTS. À l'heure actuelle, sur les 242 postes destinés au personnel de laboratoire, 22 sont toujours vacants.

Mme Verreault déplore que plusieurs postes de techniciens sont en voie d'être remplacés par des postes de techniciens B, qui ont une formation inférieure. «Ces gens-là ne peuvent pas faire ce qu'un technologiste médical fait. Ça fait en sorte que des analyses vont tarder», a-t-elle soutenu.

«Pendant que l'analyse se fait, le patient à l'urgence doit attendre. Il occupe un lit.» La direction du CHUM ne peut pas confirmer à qui sont destinés les 22 postes vacants. Mais elle estime que l'embauche des techniciens B servirait à alléger la tâche du personnel de laboratoire.

Si elle reconnaît que la pénurie touche tout le secteur, l'APTS croit que le CHUM est «particulièrement peu actif» dans le recrutement. La direction du CHUM assure qu'elle fait ce qu'elle peut pour pallier le manque de personnel de laboratoire.

Le Devoir

OBAMA À OTTAWA



BLAIR GABLE REUTERS
Le président américain, Barack Obama, en discussion avec le chef libéral, Michael Ignatieff.

Ignatieff a abordé le cas Khadr

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le chef libéral Michael Ignatieff a finalement obtenu 34 minutes de tête-à-tête avec le président Obama hier. Sa crainte de manquer de temps ne s'étant pas concrétisée, Michael Ignatieff a pu aborder plusieurs sujets, dont celui d'Omar Khadr.

Le premier ministre Stephen Harper avait refusé d'aborder avec Barack Obama le cas du jeune Khadr, 22 ans, emprisonné à Guantánamo depuis six ans. Ignatieff a saisi la balle au bond hier pour réclamer son rapatriement au Canada et qu'on le juge comme un enfant soldat.

Ignatieff n'a toutefois obtenu aucune assurance du président américain. «Il a dit que tous les cas sont en révision et que ça prendra un certain temps encore», a dit le chef libéral en point de presse.

Barack Obama veut fermer Guantánamo d'ici 12 mois. La prison renferme encore 245 détenus, dont Omar Khadr, le dernier ressortissant occidental.

Fait intéressant, l'administration américaine serait en train de classer les détenus selon leur niveau de danger, ce qui aiderait à décider de leur sort, a révélé M. Ignatieff. «Il y a actuellement une catégorisation des prisonniers, du plus dangereux au moins dangereux. Mais je n'ai pas eu l'impression que la résolution du cas de Khadr est imminente. Il fait partie des autres détenus», a dit le chef libéral, qui a rencontré seul les médias en fin de journée, comme c'est la tradition dans ce type d'événement.

Michael Ignatieff a été l'unique chef de l'opposition à bénéficier d'un entretien avec le président Obama. La rencontre a eu lieu à l'aéroport, avant le départ du politicien américain. «Il a une très bonne écoute. Il est très concentré», a dit Ignatieff, ajoutant: «Il est aussi impressionnant en personne!»

Les deux hommes ont parlé de leurs amis communs, dont plusieurs travaillent aujourd'hui à la Maison-Blanche avec Obama. «Il a dit avoir lu plusieurs de mes livres avant son entrée en politique», a dit le chef libéral, visiblement flatté.

Outre Omar Khadr, les deux hommes ont parlé de commerce à la frontière, de l'Afghanistan, d'économie et de la crise politique qui a secoué le Parlement l'automne dernier. «Il était très au fait de cette crise et de la situation politique au Canada», a dit M. Ignatieff.

Le Devoir

AFGHANISTAN

Obama sollicite les conseils du Canada

Le président américain dit ne pas avoir demandé à Harper de prolonger la mission de combat au-delà de la date annoncée du retrait des troupes canadiennes

Le président Obama n'a pas demandé hier au Canada de rester en Afghanistan après 2011. Mais Ottawa pourrait avoir une influence durable sur la mission américaine dans ce pays, puisque Washington veut consulter son allié canadien avant d'élaborer sa nouvelle approche dans la région.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le président Obama est reparti d'Ottawa avec la ferme intention de prendre des conseils de son allié canadien lors de sa révision stratégique du conflit en Afghanistan.

Les États-Unis prendront les 60 prochains jours pour étudier à fond la complexe mission de leur pays en Afghanistan. Le président Obama veut revoir son approche dans le sens du développement, de la reconstruction et de la diplomatie, sans toutefois laisser de côté le volet militaire. Les troupes américaines en sol afghan vont d'ailleurs rapidement augmenter d'ici quelques mois. Près de 17 000 soldats supplémentaires sont attendus d'ici la fin de l'été.

Des fonctionnaires du ministère canadien des Affaires étrangères se rendront à Washington la semaine prochaine pour aider les Américains à commencer leur révision stratégique. Dans deux semaines, ce sera au tour des spécialistes militaires canadiens de faire de même. D'autres pays se joindront aux discussions, notamment l'Afghanistan et le Pakistan.

Lors de son point de presse hier, le chef libéral

Michael Ignatieff a affirmé que M. Obama et lui ont discuté pendant de longues minutes de l'Afghanistan lors de leur tête-à-tête. «Il a dit être inspiré dans sa réflexion par l'approche des trois "D" du Canada dans ce pays, soit le développement, la diplomatie et la défense. Il a dit que c'est ce qu'il recherche», a soutenu M. Ignatieff.

Des fonctionnaires et des conseillers militaires se rendront aux États-Unis

En pleine conférence de presse, le premier ministre Stephen Harper a même donné un conseil à son homologue américain: «Je pense que les prochaines stratégies qui verront le jour doivent comprendre une date de retrait de l'Afghanistan et un programme de transition pour que les Afghans puissent prendre eux-mêmes en charge leur sécurité», a-t-il dit.

Le premier ministre a répété hier que la stabilité de la région de Kandahar est la priorité des Forces canadiennes, mais que la formation de l'armée nationale afghane et de la police locale ne vient pas très loin derrière. «Ils doivent un jour pouvoir assurer leur sécurité», a dit Stephen Harper. L'OTAN a d'ailleurs mis en marche un plan ambitieux de formation de l'armée afghane.

Pas de pression sur le Canada

Le président Obama a tenu à préciser hier

qu'il n'avait pas fait de pression sur le Canada concernant la mission en Afghanistan. «Je n'ai certainement pas demandé au premier ministre que le Canada s'implique encore plus qu'il ne le fait déjà. Ce que j'ai fait, c'est de remercier le Canada pour les sacrifices que ses femmes et ses hommes en uniformes ont faits. Et aussi parce qu'il est un des plus importants donateurs à l'Afghanistan», a dit le président.

Il s'est dit conscient du contexte politique canadien et de la motion adoptée au Parlement l'an dernier, qui stipule que le Canada doit se retirer militairement de Kandahar en juillet 2011. La motion n'aborde toutefois pas ce qui pourrait constituer un nouveau type de mission pour le Canada après 2011, que ce soit en matière de formation de l'armée afghane ou de développement.

Même s'il a été clair dans le passé, Stephen Harper n'a pas réitéré hier l'engagement de quitter Kandahar en 2011, se contentant de dire qu'il travaille dans le contexte du Parlement. Une déclaration qui a fait bondir le Bloc québécois et le NPD. «M. Harper a été flou, il a évité de répondre clairement à la question», a dit Gilles Duceppe.

Le NPD promet de revenir à la charge lors de la période de questions aux Communes, la semaine prochaine. «M. Harper nous inquiète. Ce qu'il a dit ne correspond pas à la motion votée au Parlement», a affirmé au Devoir Jack Layton. Le chef néodémocrate s'est dit heureux de voir que M. Obama n'a pas mis de pression sur le gouvernement canadien.

Le Devoir

Environnement: une décennie de retard à rattraper

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Les partis d'opposition aux Communes ainsi que les groupes environnementaux estiment que le premier ministre Harper résiste encore, mais qu'il a été déstabilisé hier par l'énorme pression politique subtilement exercée par le président Obama sur la politique canadienne de lutte aux changements climatiques.

En entrevue au Devoir, le chef du NPD, Jack Layton, s'est dit convaincu que le dossier avait certainement progressé quand le président Obama a invité le Canada à s'intégrer dans une politique continentale basée sur un plafond et un marché d'émissions de gaz à effet de serre.

«Quand le premier ministre Harper dit que des réductions en chiffres absolus ou en intensité, c'est la même chose, explique Jack Layton, il faut comprendre qu'il commence à changer de position parce qu'on sait que ce n'est pas la même chose. Et c'est tant mieux pour nous, car ce n'est pas le président Obama qui va changer de position là-dessus. De plus, j'ai noté que le président Obama n'a pas parlé, comme l'a fait M. Harper, de captage et de stockage de CO₂. Mais il a cependant évoqué la nécessité de mettre l'accent sur les économies d'énergie et sur les énergies renou-

velables, le contraire de ce que font les conservateurs. Quand il dit que les États-Unis et le Canada, en tant que pays riches, ont un devoir de leadership, il invite clairement le gouvernement canadien à revoir toute sa politique.»

Pour Bernard Bigras, porte-parole du Bloc québécois en environnement, «le premier ministre canadien a manqué une grande occasion de faire un pas en avant» en ne se rapprochant pas ouvertement du nouveau modèle mis en place par l'administration Obama, soit de miser sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables comme moteurs de relance économique.

Pour Steven Guilbeault, d'Équiterre, «le captage de CO₂, c'est moins sale mais c'est pas propre. Investir dans une solution qui ne sera pas fonctionnelle avant 15 ou 20 ans, selon les experts, c'est une hypocrisie majeure quand, en même temps, on désinvestit dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.»

Pour Christian Simard, de Nature Québec, «on doit parler d'un pas très timide» quand on voit les chefs de gouvernement s'engager à travailler au développement de technologies propres et à l'harmonisation future des politiques de lutte aux changements climatiques. Le vrai changement, dit-il, est à venir dans la

mesure où les deux gouvernements vont devoir rattraper une décennie de retard dans le dossier du climat. Mais lui aussi estime «que le Canada devra suivre parce qu'il n'aura pas le choix, y compris sur le plan économique», en raison de l'équité nécessaire pour le maintien d'une saine concurrence.

Du côté de l'institut Pembina, Matthew Bramley se déclarait «déçu de constater que le premier ministre Harper s'est contenté de s'engager dans des discussions sur la recherche de technologies et sur des projets-pilotes. Le Canada ne pourra pas s'engager dans un véritable processus de coopération avec les États-Unis sans mettre sur la table des politiques plus crédibles.»

Aaron Freeman, du groupe Environmental Defence, expliquait en entrevue que la volonté avouée de Stephen Harper de vendre plus de pétrole de l'Ouest aux États-Unis va susciter d'importants problèmes économiques et politiques dans l'Est du Canada. Dans un marché continental régi par un plafond d'émissions, dit-il, toute augmentation des émissions dans l'Ouest va imposer un lourd fardeau aux entreprises de l'Ontario et du Québec.

Le Devoir

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

Canada

	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol -5/-16	Nei -8/-11	Londres	Ave 9/5	Nua 9/4
Moncton	Mel 3/-5	Var 0/-9	Los Angeles	Sol 21/8	Nua 21/11
Saint-Jean	Nei 1/-5	Var -1/-7	Mexico	Ave 20/10	Var 22/8
Toronto	Nei -3/-11	Nei -3/-9	New York	Nua 2/-3	Var 4/2
Vancouver	Sol 10/0	Var 8/3	Pans	Plu 9/3	Sol 8/2
Winnipeg	Nei -12/-19	Var -11/-19	Tokyo	Ave 12/8	Sol 6/3

Montréal

Aujourd'hui	Ce soir	Demain	Dimanche	Lundi
-5	-13	-5/-12	-3/-13	-6/-17
Quelques flocons, pdp 70%	Ciel variable.	Ciel variable.	Quelques flocons, pdp 60%	Ciel variable

Québec

Aujourd'hui	Ce soir	Demain	Dimanche	Lundi
-4	-12	-5/-14	-3/-12	-5/-16
Quelques flocons, pdp 70%	Pluôt nuageux.	Ciel variable.	Quelques flocons, pdp 40%	Quelques flocons, pdp 70%

Gatineau

Aujourd'hui	Ce soir	Demain	Dimanche	Lundi
-5	-11	-4/-9	-3/-14	-6/-19
Quelques flocons, pdp 70%	Quelques flocons, pdp 70%	Nuageux avec percées de soleil.	Faible neige, pdp 70%	Passages nuageux

I · N · D · E · X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340
petitesannonces@ledevoir.com

Conditions de paiement: cartes de crédit

Pour publication section décès

necrologie@lememorial.com
2190, rue Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2H 1K3
(514) 525-1149
Télécopieur: (514) 525-7999
www.lememorial.com

Tous les jours de 10 h 30 à 18 h 30

C'EST COMME AVOIR UN MÉTÉOROLOGUE QUI HABITE DANS VOTRE POCHE.

MétéoÉclair... Maintenant offert sur le iPhone.

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

VILLE MONT-ROYAL
Burgalov, 3 ch. de style moderne. Très bien situé. Prix à discuter.
Infos: 514 344-9404

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

CDN - Près U de M
Grand 6^{1/2}, 2 s. de b. rénovées
Haut de duplex
http://photobucket.com/lacombe

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

À PARIS - Marais 400 euros/sem
Provence - Toulon 400 euros+xyzapi@yahoo.fr

PARIS - Banlieue Ouest (Villennes/Possy)
20 min. Appt meublé, 2 c.c. 6 mois min. 514 932-1630

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 06
T1 équipé, très ensoleillé. Sur jardin
Sem/mois 514 272-1803

171 HORS FRONTIÈRES À LOUER

MARTINIQUE - FACE À LA MER
Appart. meublé, 1 ch., + 1 mezz.
Tout équipé, climatisé. À partir de 550 Euro/sem. 450 461-7222
nathalie.mille0904@orange.fr

176 CHALET À LOUER

ILES-DE-LA-MADELEINE
Bord de la mer, chalets à louer.
À la sem., meublés, 5 min. plage.
Juillet/août
450\$/sem/1 c.c. 500\$/sem/2 c.c.
Spécial pour mariage/sept.
350\$/sem/1 c.c. 400\$/sem/2 c.c.
418 986-2207 418 986-5105

275 LOCAUX À LOUER

ATELIER À LOUER
Plateau: Mont-Royal / Fullum
Chaudière, éclairé, meublé, équipé.
Idéal pour peinture, céramiste, architecte, illustrateur...
514 521-0427

164 CONDOMINIUMS À LOUER

OUTREMENT - rue Bernard
Beau grand ensoleillé.
2 c.c. chauffé, ac. 5 électros.
Libre mai. 1600\$/m 514 278 3146

307 LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
4487 de la Roche/Mt-Royal

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTI ?
Mise à jour et réparation
P.C. Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

530 COURS

ANGLAIS - Cours groupe/privé.
Prof. d'exp. diplômée. Pr tout âge.
Formatrice agréée. 514 483-0666
Mme Hilda. www.esthilda.com

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL
Avec l'auteure Sylvie Massicotte
www.sylviamassicotte.gc.ca
Info / Inscriptions : 450 247-0489

542 MASSOTHÉRAPIE

EXCELLENTS massages
Rasage, soin du corps.
7591 St-Michel 514 933-7775

SERVICE PERSONNEL
MAINS MAGIQUES. Meilleur massage. 450 321-0084

L'ENGAGEMENT À LONG TERME VOUS FAIT PEUR?

Soyez famille d'accueil! La Société pour la Prévention contre la Cruauté envers les Animaux (SPCA) recherche des familles d'accueil pour héberger à court terme chiens, chats, lapins et autres animaux sympathiques jusqu'à ce qu'ils puissent être placés pour l'adoption. Le service de soins vétérinaires est disponible en échange d'une contribution minime. La nourriture et l'équipement peuvent également être fournis. L'hébergement peut durer quelques jours ou plusieurs mois. Pour en savoir plus sur le programme des familles d'accueil de la SPCA, visitez www.spcamontreal.com ou téléphonez au 514.735.2711, poste 2237.

OBAMA À OTTAWA



Ce n'est pas sur la colline parlementaire qu'il fallait être hier pour voir Barack Obama, mais plutôt au marché Byward où le président américain a pris un bain de foule et fait quelques achats. LARRY DOWNING REUTERS

Oh! Mais c'est Obama!

Le président des États-Unis surprend la foule (et ses agents secrets) en s'arrêtant au marché Byward pour acheter quelques souvenirs

La visite avait beau être rapide, la foule de curieux et d'admirateurs rassemblée sur la colline du parlement n'allait pas boudier son plaisir de voir le politicien le plus populaire de la planète débarquer à Ottawa. Histoire d'une journée pas comme les autres.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le président Obama a pris l'habitude aux États-Unis de changer ses itinéraires à la dernière minute pour aller à la rencontre des citoyens, que ce soit dans la rue ou les restaurants. De quoi faire virer fous ses agents secrets et gardes du corps.

Sa visite au Canada n'a pas fait exception, alors que le président a fait un détour par le marché Byward en fin de journée, près de la colline parlementaire, où il a acheté en vitesse une queue de castor sous les yeux ébahis des passants.

La pâtisserie typiquement canadienne choisie par le président était celle qui porte son nom: «Obamatail». Elle est garnie de cannelle et de sucre, d'un «O» en crème fouettée, de sauce au chocolat et d'un peu de sirop d'érable. Elle a été mise en marché lors de son entrée en fonction, le 20 janvier dernier.

Obama a ensuite pénétré dans une boutique, le sourire



LARRY DOWNING REUTERS
Le président américain a vainement essayé de payer ses achats.

large et saluant les employés d'un «hello!» bien audible. Il a acheté un foulard pour sa femme Michelle et, dans un autre commerce, quelques biscuits feuilletés d'érable sucrés pour ses filles. Il a tenté de payer avec un 20 \$ canadien, mais la vendeuse a refusé, visiblement gênée devant la meute de journalistes et

d'agents de sécurité. Il a ensuite pris le chemin de l'aéroport.

Une longue attente

Pour les admirateurs et curieux, la journée avait toutefois commencé beaucoup plus tôt. Vers 9h45, deux heures avant l'arrivée prévue de Barack Obama sur la colline parlementaire, une petite foule commençait déjà à se masser le long des clôtures métalliques qui tenaient les curieux à une bonne centaine de mètres du point de chute du président américain.

L'imposant système de sécurité n'a pas découragé environ 2000 personnes de se déplacer pour l'occasion. «Je suis là pour la sensation de participer à un événement historique», lance David May, 43 ans, qui a fait le voyage depuis Nanaimo, en Colombie-Britannique, pour voir Barack Obama en personne. «J'ai fait coïncider une partie de hockey entre les Sénateurs d'Ottawa et les Canucks de Vancouver, mon équipe favorite», ajoute-t-il pour justifier le prix de son billet d'avion.

David May était seul au milieu de la foule, sa pancarte «Welcome Obama» à la main. «C'est un dirigeant dynamique. Il n'est pas comme les politiciens qu'on a ici. C'est certainement le plus inspirant depuis Trudeau et Kennedy.»

Il était plusieurs à venir de

loin hier. Des autobus avaient notamment quitté Montréal et Toronto très tôt en matinée pour se rendre à Ottawa, et ce, même si le président n'avait pas prévu s'adresser à la foule.

Plusieurs admirateurs portaient à bout de bras des drapeaux des États-Unis pour saluer Obama, un phénomène inimaginable du temps pas si lointain de George W. Bush. L'atmosphère était à la fête sur la colline du parlement. Le manteau blanc qui a recouvert Ottawa au cours des derniers jours a permis aux enfants de faire des bonshommes de neige et de grimper sur les épaules de ces personnages difformes pour mieux observer la venue du président. Il faisait un confortable zéro degré Celsius, avec quelques flocons sous un ciel gris et opaque.

Zoreen, qui a déménagé de Vancouver à Ottawa il y a un an, avait pris une journée de congé avec son fils de cinq ans et demi. Bien emmitouflé dans sa poussette, le petit attendait patiemment l'heure H. «C'est quelque chose qui arrive une fois par génération!», dit-elle en regardant son fils. «Il va s'en rappeler, j'en suis sûre. Ça va être un beau souvenir de famille.»

La peau basanée par son origine indienne, Zoreen, mi-trentaine, estime que la seule présence d'un Noir à la Maison-Blanche

valait le détour hier. «C'est cliché, mais je pense vraiment que c'est important d'avoir quelqu'un de couleur à la tête des États-Unis. Il représente l'espoir pour tellement de gens. En plus, il parle bien et il est beau!»

La «rock star» arrive

Le long convoi du président a fait son apparition vers 11h45, empruntant l'entrée est de la colline parlementaire. Deux hélicoptères escortaient la cinquantaine de véhicules en tout genre qui suivaient la limousine de Barack Obama. Outre les traditionnels VUS de sécurité, deux ambulances fermaient la marche du convoi. On ne sait jamais...

Partout sur les toits des édifices du parlement, les tireurs d'élite surveillaient la foule en bas qui s'agitait au passage du véhicule présidentiel. «Une vraie «rock star»!», s'est exclamé André, un fonctionnaire de Gatineau.

Barack Obama a d'ailleurs été accueilli au son de *America the Beautiful*, un chant patriotique

américain qui a été joué au carillon de la Tour de la Paix.

À sa descente de voiture, Barack Obama a serré la main du premier ministre Stephen Harper, pour ensuite retourner sur ses pas afin de saluer la foule. En l'apercevant derrière la vitre pare-balles installée spécialement pour l'occasion au pied de la Tour de la Paix, les milliers d'admirateurs ont crié leur joie, certains avec un «Yes we can» bien senti.

Une dizaine de secondes plus tard, le sourire aux lèvres, les deux hommes se sont engouffrés dans l'édifice du centre du parlement, prêts pour leur rencontre.

À 15h35, le président est ressorti par la porte principale du parlement. Il a de nouveau salué la foule, encore nombreuse et heureuse de le revoir avant son départ. Le «I love Canada!» lancé par Barack Obama lors de la conférence de presse aura terminé leur journée en beauté.

Le Devoir

AVIS À NOS ABONNÉ(E)S

Comme bien d'autres entreprises, Le Devoir se doit de revoir sa grille tarifaire d'abonnements pour faire face aux augmentations des coûts de production et de distribution du journal et pouvoir continuer à vous offrir le meilleur service possible.

À compter du 1^{er} mars 2009, le prix des abonnements à durée libre payables par versements pré-autorisés (carte de crédit ou prélèvement bancaire) seront les suivants :

Prix régulier	
Six jours	22,50 \$ par mois
Samedi	11,00 \$ par mois
Âge d'or	
Six jours	20,25 \$ par mois
Samedi	9,90 \$ par mois
Le prix des abonnements payables au camelot sera le suivant :	
Six jours	6,00 \$ par semaine
Samedi	2,60 \$ par semaine
Les taxes sont comprises dans ces prix	

Pour plus d'information, les abonnés sont invités à contacter notre service à la clientèle au **514 985 3355** ou au **1 800 463 7559** ou par courriel à **abonnements@ledevoir.com**

LE DEVOIR

* Erratum : À noter que deux erreurs se sont glissées dans les éditions du samedi 14 février 2009 et du lundi 16 février 2009. Les prix des abonnements Âge d'or ne comprenaient pas les taxes. Toutes nos excuses.

Résultats des tirages du : 2009-02-18

649		05		49		24	
GAGNANTS		LOTS		GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	39 055 741,00 \$	6/6	0	2 000 000,00 \$	6/6	0
5/6+c	9	105 663,70 \$	5/6+c	1	75 000,00 \$	5/6+c	1
5/6	405	1 939,70 \$	5/6	23	750,00 \$	5/6	23
4/6	21 771	68,30 \$	4/6	1 070	75,00 \$	4/6	1 070
3/6	399 415	10,00 \$	3/6	19 946	10,00 \$	3/6	19 946
2/6+c	295 126	5,00 \$	2/6+c	13 861	5,00 \$	2/6+c	13 861
Ventes totales :		46 826 498 \$	Ventes totales :		1 118 771,00 \$	Extra	
Prochain gros lot (approx.) :		48 000 000 \$	Prochain gros lot (approx.) :		48 000 000 \$	2351346	

ACHETEZ VOTRE BILLET MAINTENANT!
EN VENTE JUSQU'AU
20 FÉVRIER SEULEMENT!

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Connais-toi toi-même.
Temple d'Apollon à Delphes

MONIQUE PARENT

— psychanalyste —

Outremont 514 750-2961

LE MARCHÉ BOURSIER

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section A)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section B)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section C)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section H)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section J)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section T)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section Z)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section T)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section Z)

TORONTO

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote. f= action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne; p ou o= actions assujetties à des règlements spéciaux; pr= actions privilégiées; r= actions privilégiées dont le dernier dividende n'a pas encore été versé; u= unité de capital-cash; v= dividende variable; wt ou w= bon de souscription (warrant); z= lot brisé.

LES COTES NEW YORK

Table showing stock prices for various New York companies like TSX, Dow Jones, Dollar, etc.

LES DEVISES

Table showing exchange rates for various countries like Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, etc.

COUP D'ŒIL

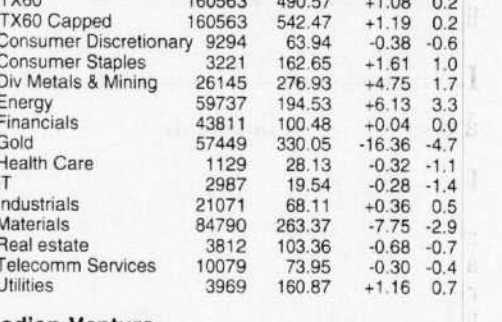


Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section D)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section F)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section D)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section F)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section H)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section F)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section H)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section J)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section H)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section J)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section L)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section J)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section L)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section N)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section L)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section N)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section P)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section N)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section P)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section R)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section P)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section R)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section T)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section R)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section T)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section V)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section T)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section V)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section X)

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. (Section V)

La Bourse de Toronto

Table showing S&P TSX Composite, S&P TX20 Smallcap, S&P TX40 MidCap, etc.

Les plus actifs de Toronto

Table showing top active stocks like REDCORP VENTURES, HORIZONS BETAPRO, etc.

Les plus actifs du Canadian Venture

Table showing top active stocks like GOLD HEATON, STEW CELL, etc.

INDICES QUÉBEC

Table showing Quebec indices for 19 février 2009, including IQ-30, IQ-120, etc.

TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Table showing foreign exchange transactions for various currencies.

Centre d'Analyse et de Suivi de l'Indice Québec

Une initiative du Département de finance et d'investissement de Sherbrooke et d'ITIRÉC.

ÉCONOMIE

Première baisse récente du prix des maisons au Québec

Les mises en chantier diminueront de 15 % cette année dans la province

L'année a commencé avec une baisse du nombre de transactions, mais les perspectives pour l'ensemble de 2009 annoncent maintenant une première baisse des prix depuis les années 1990.

FRANÇOIS DESJARDINS

Le prix moyen d'une maison au Québec devrait diminuer de 1,8 % cette année, suggèrent les plus récentes prévisions générales, ce qui marquerait un premier recul depuis 1996.

Dans ses prévisions concernant les mises en chantier hier, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a fait état des dernières données de l'industrie selon lesquelles l'acheteur d'une maison devra déboursier en moyenne cette année 207 000 \$, comparativement à 210 775 \$ en 2008.

Cette baisse appréhendée survient dans un contexte où le nombre de transactions vient de plonger et où les acheteurs potentiels, nerveux comme jamais en raison de la récession et des annonces de licenciements, retardent leurs intentions d'achat à plus tard. Logiquement, cela entraîne une pression sur les prix.

De 1994 à 1996, pendant que l'immobilier continuait de subir les contrecoups de la récession, le prix moyen des maisons avait reculé successivement de 0,3 %, 3,4 % et 0,3 %, signalent les données historiques de l'Association canadienne



L'acheteur d'une maison devra déboursier en moyenne cette année 207 000 \$, comparativement à 210 775 \$ en 2008.

de l'immeuble transmises au *Devoir*.

En pleine récession, en 1992, les prix s'étaient repliés de 0,5 %. À l'époque, le prix moyen d'une maison au Québec se situait à 102 000 \$.

«Pour quiconque vend une maison, le défi, cette année, c'est d'établir le bon prix», a dit hier le président de Proprio Direct, François Dinel. Bref, il faut

éviter de demander systématiquement plus que le voisin comme c'était le cas auparavant, car dans un marché baissier, l'objectif du prix demandé est d'attirer l'attention de l'acheteur potentiel.

À l'échelle canadienne, le recul général des prix est venu plus vite, soit l'an dernier. Cette situation s'explique toutefois par un soudain refroidissement

dans certaines régions autrefois prospères, comme l'Alberta, frappée par l'effondrement des prix du pétrole. En 2008, les prix ont diminué de 0,7 %, et cette année, la baisse devrait être de 5,2 %, puisque l'Ontario va lui aussi contribuer au recul.

Au chapitre de la construction, le ralentissement se poursuit. La SCHL a indiqué hier que le Québec verra une chute de 15 % des mises en chantier cette année, qui se chiffreront autour de 40 700.

«Les effets d'une conjoncture économique affaiblie et d'un gonflement des stocks dans certains segments du marché de l'habitation l'emporteront sur les effets résultant de la croissance démographique et de taux d'intérêts favorables, faisant baisser la demande de logements en 2009», a dit dans un communiqué l'économiste de la SCHL pour le Québec, Kevin Hughes.

À l'échelle canadienne, les mises en chantier pourraient afficher une chute de 25 %, passant de 211 000 l'an dernier à seulement 160 250 en 2009.

Par ailleurs, le nombre de transactions dans le créneau de la vente de maisons existantes devrait dégringoler de 8 % au Québec, a ajouté la SCHL.

En janvier, les agents immobiliers de la région métropolitaine ont bouclé 37 % moins de ventes qu'il y a un an, a indiqué la Chambre immobilière du Grand Montréal la semaine dernière. Celle-ci a toutefois précisé que si l'on se base sur le prix médian, on note une légère hausse des prix.

Le Devoir

Baisse de salaire pour le chef de la TD

GÉRARD BÉRUBÉ

Ed Clark, président et chef de la direction de la TD, se joint à ses pairs de la Royale, de la Scotia et de la BMO pour accepter une baisse de sa rémunération pour 2008.

Dans la circulaire du Groupe financier Banque TD, expédiée hier aux actionnaires, l'institution souligne que, pour 2008, la rémuné-

ration finale de M. Clark s'élèvera à 8 millions, en baisse de 41 % par rapport à 2007.

ration finale de M. Clark s'élèvera à 8 millions, en baisse de 41 % par rapport à 2007. Sa rémunération totale avait été établie à 11 millions, ce qui comprenait déjà une réduction de 44 % de son intérêt en espèces sur 12 mois, a-t-on pris soin d'ajouter. Mais «M. Clark a demandé qu'une réduction additionnelle de trois millions soit appliquée à sa rémunération de 2008». Cette renonciation de trois millions sera versée à trois œuvres de bienfaisance désignées par M. Clark.

Avant lui, le président et chef de la direction de la Banque Royale, Gordon Nixon, avait réduit sa rémunération de 30 % en 2008. Son salaire de base est demeuré inchangé à 1,4 million, mais sa prime est passée de 4 millions à 2,4 millions l'an dernier. Le total de la rémunération de M. Nixon a atteint un peu plus de 7,2 millions, sans

compter les options d'achat d'actions, en baisse de 18 %.

À la Scotia, le président et chef de la direction Rick Waugh a vu sa rémunération diminuer de 20 %, à 7,5 millions. Son salaire de base est également demeuré inchangé à 1 million, mais sa prime est passée de 1,6 million à 500 000 \$ en 2008. Il a aussi reçu des actions d'une valeur d'un peu plus de 3 millions et des options d'achat d'actions de la même valeur.

Mais celui ayant attiré le plus l'attention est le président de BMO Groupe financier, Bill Downe. Après avoir accepté une rémunération d'un peu moins de 6 millions, M. Downe a annoncé dans les jours suivants sa décision de renoncer à ses primes au rendement à moyen terme comme à long terme, primes s'élevant à un montant total de 4,1 millions en 2008. Il avait déjà demandé à ce qu'une partie de sa prime à moyen terme (évaluée à 550 000 \$) soit retirée de sa rémunération globale. De la prime à court terme de 1,4 million qu'il a reçue pour l'année 2008, M. Downe avait précédemment fait le choix d'en recevoir 25 % en unités d'actions de BMO. M. Downe a déclaré qu'il investirait le reste de cette prime dans des actions ordinaires de la banque, a-t-on pu lire dans le communiqué de la Banque.

Le Devoir

SECRET BANCAIRE EN SUISSE

La justice américaine veut en savoir plus sur 52 000 comptes

New York — L'affrontement sur le secret bancaire et l'évasion fiscale opposant la banque suisse UBS à la justice américaine a rebondi hier, moins de 24 heures après un accord amiable, avec de nouvelles poursuites de Washington pour en savoir plus sur 52 000 comptes secrets.

Le ministère de la Justice américain a annoncé avoir porté plainte au civil devant un juge fédéral de Miami pour exiger qu'UBS livre des informations sur 52 000 comptes secrets identifiés par le fisc comme appartenant à des Américains, qui recéleraient près de 15 milliards de dollars d'actif. UBS a aussitôt fait savoir qu'elle se battra en justice pour refuser cette demande qui remet en cause le principe même du secret bancaire «à la suisse».

Cette affaire relance en effet le débat sur cette pierre angulaire de la finance helvétique: l'Union européenne a réclamé hier que la Suisse traite les demandes européennes de levée du secret bancaire de la même façon que celles de Washington.

La nouvelle plainte des autorités américaines a pris de court UBS et tous les observateurs, au lendemain de l'annonce d'un accord au pénal entre la banque et Washington. UBS a accepté mercredi de payer 780 millions pour solder une affaire d'évasion fiscale, et s'est engagée à livrer les identités des clients qu'elle avait aidés à échapper illégalement au fisc.

La nouvelle exigence du fisc «concerne des informations sur un nombre substantiel de comptes secrets détenus par des Américains chez UBS en Suisse, dont les informations sont protégées par la législation suisse», a fait valoir la banque hier.

Le ministre suisse des Finances Hans-Rudolf Merz avait annoncé un peu plus tôt qu'UBS transmettrait des informations sur 250 à 300 clients américains



NICHOLAS RATZENBOECK AGENCE FRANCE-PRESSE

La nouvelle plainte des autorités américaines a pris de court UBS et tous les observateurs, au lendemain de l'annonce d'un accord au pénal entre la banque et Washington.

de la banque, en assurant que «le secret bancaire reste intact».

L'affaire inquiète beaucoup en Suisse. Un cabinet d'avocats zurichois a ainsi annoncé qu'il allait porter plainte pour violation du secret bancaire contre le gendarme suisse des marchés financiers, la Finma, au nom de quatre clients américains d'UBS. Les accusations de fraude fiscale contre UBS aux États-Unis auraient pu menacer l'«existence» même de la banque, s'est justifiée la Finma.

L'association suisse des banquiers (ASB) a «regretté» de son côté que le ministère de la Justice américain «n'ait pas respecté la voie judiciaire».

En fait, le fisc américain estime que la procédure régulière n'avait aucune chance de lui permettre de mettre la main sur les Américains n'ayant pas déclaré leurs revenus: les autorités suisses ne coopéreraient qu'en cas de fraude ou de faux directs, ce

qui concernerait quelque 300 cas.

Cette affaire avait conduit à l'inculpation en novembre du responsable du département étranger de la banque suisse, Raoul Weil. En juin 2008, un ancien banquier d'UBS, Bradley Birkenfeld, avait plaidé coupable. Il doit repasser devant la justice le 1^{er} juin.

UBS avait décidé en juillet de mettre un terme à son activité transfrontalière, qui selon les autorités américaines voyait «des banquiers suisses faire régulièrement le voyage aux États-Unis pour promouvoir le sceau de secret propre aux banques suisses auprès de clients américains intéressés par la dissimulation de revenus au fisc».

La nouvelle plainte américaine est un coup dur pour UBS. Un porte-parole du ministère à Washington a indiqué que la procédure pourrait durer jusqu'à deux ans.

Agence France-Presse

Plus d'accidents d'avion, mais moins de décès

New York — Le nombre de décès survenus à travers le monde lors d'accidents d'avion est passé de 692 en 2007 à 502 en 2008, selon des données publiées hier par l'Association du transport aérien international (IATA). Cependant, le nombre d'accidents a augmenté.

Selon l'IATA, le taux mondial d'accidents pour 2008, qui est calculé d'après le nombre de pertes de coques par millions de vols, s'est établi à 0,81, c'est-à-dire un accident pour 1,2 million de vols. Par comparaison, le taux enregistré en 2007 était de 0,75, soit un accident pour 1,3 million de vols.

En 2008, 109 accidents d'avion ont été signalés, contre 100 en 2007. Pour leur part, les accidents avec décès sont passés de 20 en 2007 à 23 en 2008. «Ces statistiques confirment que l'avion est l'un des modes de transport les plus sécuritaires», a affirmé par voie de communiqué le directeur général et chef de la direction de l'IATA, Giovanni Bisignani.

En matière de sécurité, les quelque 230 compagnies aériennes membres de l'IATA, qui représentent 93 % du trafic aé-

rien international régulier, ont dépassé l'ensemble de l'industrie, a soutenu l'association. Le taux d'accident des membres de l'IATA est passé de 0,68 en 2007 à 0,52 en 2008, ou 33 accidents signalés durant l'année, soit un accident pour 1,9 million de vols.

L'IATA a par ailleurs noté que le taux d'accidents en 2008 a varié selon les régions. Ainsi, l'Asie du Nord a présenté un bilan sans aucune perte de coque; l'Amérique du Nord (0,58), l'Europe (0,42) et l'Asie-Pacifique (0,58) ont affiché de meilleurs résultats que ceux de la moyenne mondiale. La Communauté des États indépendants (CEI) a enregistré le pire des taux d'accidents, soit 6,43, ce qui est plus de sept fois pire que la moyenne mondiale.

Les statistiques recueillies par l'IATA ont également permis d'établir que 25 % de tous les accidents survenus en 2008 sont attribuables à des sorties de piste. L'association a donc décidé d'offrir, dès cette année, une trousse de sécurité sur les pistes.

D'après La Presse canadienne

Nouvelle hausse de l'indice préfigurant la conjoncture américaine

Washington — L'indice composite des indicateurs économiques américains, censé préfigurer l'évolution de la conjoncture dans les six mois à venir, est monté pour le deuxième mois consécutif en janvier, avec une hausse de 0,4 %, a indiqué hier l'institut privé Conference Board.

Cette hausse n'était pas prévue par les analystes, qui prévoient que l'indice serait stable. En décembre, il avait augmenté de 0,2 % (chiffre révisé). «L'économie américaine a été en récession pendant plus d'un an, mais l'intensité de cette crise pourrait commencer à baisser lors des prochains mois», a commenté l'institut de conjoncture. La moitié des dix composantes de cet indice a affiché une hausse en janvier, les indicateurs moné-

taires (masse monétaire et écarts de taux d'intérêt) étant ceux qui se sont le mieux tenus, signe d'une amélioration des conditions financières.

À l'inverse, les composantes qui affichent la plus forte baisse sont les demandes d'allocations chômage et les permis de construire, montrant la profonde crise de l'emploi et de la construction.

«Le second semestre de 2009 pourrait voir une période de croissance anémique. En fait, un retour à une croissance robuste pourrait ne pas intervenir avant» courant 2010, a affirmé un économiste du Conference Board, Ken Goldstein.

Agence France-Presse

EN BREF

Baisse de profits chez Rona

Rona a enregistré un bénéfice net de 25,7 millions au quatrième trimestre de 2008, en baisse comparativement à celui de 30,5 millions réalisé un an auparavant. Les ventes consolidées pour le quatrième trimestre 2008 se sont établies à 1,12 milliard, soit 3,5 % de plus que les 1,09 milliard obtenus en 2007. La croissance est attribuable à l'ouverture de magasins, au recrutement de nouveaux marchands affiliés et aux acquisitions. Rona a précisé que ses établissements au Québec, dans les Prairies et dans les provinces de l'Atlantique ont enregistré de très bonnes performances au cours du trimestre. — *La Presse canadienne*

627 000 nouveaux chômeurs aux États-Unis

Washington — Le nombre des Américains qui reçoivent une allocation chômage a grimpé à près de cinq millions, alors que les nouvelles demandes visant à bénéficier de cette allocation se sont élevées la semaine dernière à 627 000, selon le département du Travail. D'après les chiffres rendus public par les autorités américaines, le nombre de personnes recevant des allocations chômage — dans le cadre des prestations normales — a atteint 4,99 millions, un record enregistré pour la quatrième semaine consécutive. — *AP*

Canada: hausses salariales réduites

Ottawa — Les employeurs canadiens ne prévoient toujours pas de hausser leurs prévisions d'augmentations salariales pour leurs employés non syndiqués en 2009, en réaction à la récession en cours. Selon une étude publiée par le Conference Board du Canada hier, les augmentations moyennes prévues par les répondants au sondage sont passées de 3,9 % l'été dernier à 2,9 % en décembre et janvier derniers. Selon le Conference Board, la tendance à la baisse devrait se poursuivre tout au long de l'année. L'organisme a souligné que les travailleurs peuvent s'attendre à obtenir des augmentations de salaire qui dépasseront le taux d'inflation prévu pour 2009, soit 0,7 %. — *La Presse canadienne*

L'Alberta en récession

Edmonton — L'Alberta a glissé en récession est la province s'attend à voir 15 000 emplois disparaître cette année. La dégringolade des cours du pétrole a privé la province d'une importante source de revenus et l'Alberta prévoit maintenant un déficit de plus de 1 milliard — une première marque d'encre rouge dans ses livres en 15 ans. — *La Presse canadienne*

ÉDITORIAL

CANADA-ÉTATS-UNIS

Un nouveau départ

Avant tout, il faut retenir de la visite au Canada effectuée hier par Barack Obama sa valeur symbolique. Ce n'est pas en six heures que pouvaient être réglés quelques contentieux. Il s'agissait plutôt, de la part du président américain, de manifester sa volonté d'engager sur une base nouvelle sa relation avec son voisin du nord.

Le climat de la rencontre entre le président et le premier ministre Stephen Harper a été positif. Les deux hommes se sont trouvés des points communs même si, au plan idéologique, ils sont aux antipodes. Tous deux sont des «réformistes», mais pas de même nature. En bons politiciens, ils savent toutefois que la réalité, économique et politique, les oblige à rechercher ce qui les rapproche plutôt que ce qui les éloigne. La relation qu'entretiendront Stephen Harper et Barack Obama sera dominée par le pragmatisme. Ils voudront régler des problèmes, ce qu'ils ne pouvaient faire hier, ne serait-ce que parce que ce dernier est encore à installer sa présidence. Pour cette première étape, ils ont échangé sur les orientations et les priorités du «dialogue» qu'ils entretiendront.

Ce mot, dialogue, prononcé à quelques reprises par les deux hommes, vient donner une couleur différente, du moins sur le plan des intentions, à la relation qu'auront désormais les deux pays. Le Canada n'a souvent eu d'autre option que de subir l'effet des politiques américaines, comme par exemple le renforcement des mesures de sécurité à la frontière au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, qui ont considérablement affecté les échanges commerciaux.

Washington, sous George W. Bush, n'a jamais voulu entendre les récriminations canadiennes à ce sujet. Hier, Barack Obama, sans sacrifier la sécurité, se montrait ouvert à consacrer une partie des budgets d'infrastructures à désengorger la circulation aux postes-frontières névralgiques. Certes, le contexte actuel lui impose de considérer ce problème sous l'angle de la sécurité économique et de la création d'emplois, mais on dénote une sensibilité aux préoccupations canadiennes qui est heureuse.

Cette attitude nouvelle tient en partie au fait que les États-Unis de Barack Obama ont besoin du Canada. La récession dans laquelle ils sont plongés leur fait comprendre l'importance des échanges avec le Canada, qui est leur principal fournisseur en pétrole et en gaz. Pour assurer leur sécurité énergétique, ils ont besoin de leur voisin du nord qui, lui, par ailleurs, ne peut guère vendre à d'autres clients un pétrole qui, tiré de sables bitumineux, a le défaut d'être sale. Le mot est de Barack Obama, qui semblait ne pas en vouloir. Un compromis a été mis au point. Un «dialogue sur les énergies propres» amènera les deux pays à investir dans la recherche de méthodes de captage du carbone émis lors du traitement des sables bitumineux. Trouveront-ils? Cela n'est pas certain, mais tout au moins un obstacle politique est levé, au soulagement d'Ottawa.

Ce compromis sur l'énergie propre témoigne d'une volonté d'avancer. Sur bien d'autres sujets, on préfère par contre ne pas engager pour le moment de véritable dialogue. C'est le cas du dossier des changements climatiques, où les positions sont nettement distancées. Si l'on retient l'idée d'une approche commune, le problème est d'en arrêter une. Le président est favorable à une réduction nette des gaz à effet de serre au niveau de 1990 en limitant les émissions de carbone, alors que le premier ministre veut réduire l'intensité des émissions, ce qui est loin d'avoir le même résultat. Si Barack Obama arrive à imposer son point de vue au Congrès ces prochains mois, il y a peu de doute que le gouvernement canadien devra se plier à sa vision. D'ailleurs, nombre de Canadiens se réjouiraient, une fois n'est pas coutume, que prévaille le point de vue de Washington.



BERNARD DESCÔTEAUX

GANGS DE RUE

Le tout-répressif

La spectaculaire opération antigangs menée il y a une semaine à Montréal n'aura réussi, au mieux, qu'à contenir le phénomène des bandes criminalisées. Personne ne se fait d'illusions à ce sujet, à commencer probablement par les policiers qui travaillaient sur cette affaire depuis plus de deux ans.

Coup de filet majeur, la cinquantaine d'arrestations met en évidence les compétences acquises par nos services d'enquête spécialisés pour empêcher les gangs de rue de prendre de l'expansion, à défaut de pouvoir en venir à bout. Ces compétences expliquent au moins en partie que Montréal n'est pas Vancouver, aux prises depuis le début du mois de février avec une vague de meurtres attribuable à des guerres de gangs que les autorités policières locales, mal préparées, sont dangereusement impuissantes à endiguer. Il n'empêche que, la criminalité ayant horreur du vide, on peut s'attendre à ce que celui créé à Montréal, vendredi dernier aux petites heures, soit rapidement comblé. Les consommateurs de crack n'attendent pas.

Etant entendu que la répression n'est pas une panacée, même dotée de budgets et de moyens substantiels, pourquoi donc les gouvernements persistent-ils aussi manifestement à investir si peu dans la «prévention» et à faire l'impasse sur les «sources du problème» que sont la pauvreté, le profilage ethnique, le culte et la culture ambiante de la violence?

Le Service de police de la Ville de Montréal dénombre une vingtaine de gangs de rue majeurs dans la région métropolitaine, regroupant au maximum 500 membres. Ils sont une nébuleuse, largement instrumentalisée par le crime organisé, où, d'un gang à l'autre, les liens familiaux jouent un rôle important d'organisation et d'identification. La situation a sociologiquement ceci de singulier que les crimes commis par les gangs ont tendance à augmenter partout où ils ont pris racine en Amérique du Nord, alors que la criminalité générale régresse, y compris dans des villes comme Los Angeles.

Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Peter Van Loan, a décerné cette semaine à Vancouver le titre de capitale nationale du gangstérisme. Le crime organisé y a, en effet, atteint un degré de sophistication sans égal au Canada. Excuse toute trouvée par le gouvernement conservateur pour continuer de jouer la carte du tout-répressif et de resserrer le code criminel. Le réflexe est partout le même dans les Amériques: le Salvador et le Guatemala ne réagissent pas autrement à l'attrait qu'a sur les jeunes le gang hyperviolent des Maras.

Aussi, Jacques Dupuis, ministre québécois de la Sécurité publique, rate une belle occasion de réflexion en ce qui a trait à la mort de Freddy Villanueva, abattu par un policier en août dernier, à Montréal-Nord. Il aurait dû insister pour que l'enquête du coroner qui s'ouvrira le 25 mai se penche sur le contexte social dans lequel s'est produit le décès. Le ministre peut compter, en alibi, sur une certaine dose d'indifférence collective.

gtaillefer@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSEFAÇON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



Je n'irai pas à la guerre

Je ne suis ni un anarchiste, ni un extrémiste, ni aucun «iste» de ce genre, juste un ingénieur retraité qui se prend pour un écrivain, mais j'avais l'intention de m'enrôler dans l'armée de joyeux lurons que Pierre Falardeau voulait lever pour faire la nouvelle bataille des plaines d'Abraham, et ce, malgré mon vieux cœur un peu vacillant. N'en déplaise à Mme Verner et à d'autres Québécois francophones qui préfèrent courber l'échine, je ne pouvais pas accepter sans rechigner qu'on célèbre la défaite de mes ancêtres qui ont donné leur vie pour semer un coin de France dans cette terre d'Amérique. Pour une fois, heureusement, la grande majorité du peuple a crié son désaccord, toutes allégeances politiques confondues, et le gouvernement a jugé bon de ramener à l'ordre ces fauteurs de trouble qui gèrent ce merveilleux parc au nom de sa majesté. Je préfère la paix, mais pour être respecté il faut parfois se tenir debout.

Laval Du Breuil
Adstock, le 18 février 2009

Pas la tête à Papineau!

Dans cette volonté de «commémorer» la bataille des plaines d'Abraham, dans cette histoire qui n'en finit plus, qui sont les vrais coupables? Ceux qui construisent la bombe ou ceux qui allument la mèche? Chose certaine, pour avoir pensé que cette reconstitution serait une sorte de carnaval estival, il ne fallait pas avoir la tête à Papineau.

Robert Giroux
Lachenaie, le 18 février 2009

Parlons d'histoire

Certaines personnes ont décidément bien du mal à se remettre en question. Jean Pelletier à ses derniers jours prétendait avoir été «en guerre», et dans ce cas, tous les moyens sont bons pour gagner. Cette guerre avait pourtant été déclarée unilatéralement à un mouvement pacifique et démocratique découlant du désir d'émancipation d'une nation.

De même, l'ineffable M. Juneau ne remet jamais en question le bien-fondé de sa démarche, mais accuse le désir de violence «des autres» pour annuler la reconstitution de la bataille ayant mené à la Conquête. Ce projet était visiblement discutable, compte tenu du nombre élevé de lettres de protestation très pacifiques envoyées aux médias et du malaise de Jean Charest. Encore plus discutable: les mensonges de Juneau, qui prétendait au début que le programme des activités avait été préparé rapidement. Pourtant, on sait maintenant que les préparatifs duraient depuis des années et s'inscrivaient dans une démarche de visibilité canadienne, ayant même mené à un affrontement avec Jean-Paul L'Allier au sujet de la place trop importante de la France dans les festivités entourant le 400^e de Québec. C'est quand même la France qui a fondé Québec et la Nouvelle-France. Et ces gens-là osent nous parler d'Histoire! [...]

Robert Lortie
Montréal, le 18 février 2009

Pour le bien commun

Trudeau a lancé sa fameuse phrase «l'État n'a pas sa place dans les chambres à coucher» à

propos du «bill omnibus» (1967). À l'époque, le code criminel du Canada interdisait certaines pratiques sexuelles. Pour faire condamner un citoyen pour sodomie, il fallait le surprendre sur le fait, ou entendre un témoin ou un délateur. Trudeau parlait donc au sens propre. De nos jours, on cite souvent Trudeau, mais au sens figuré. C'est ce que vient de faire Julie Saint-Hilaire (*Le Devoir*, 18 février 2008) à propos de certaines publicités touchant la consommation inutile d'énergie. Et madame de s'offusquer en comparant l'action du gouvernement Charest à celle d'un «État communiste»! Pourtant, il n'y a aucune intrusion réelle dans les domiciles.

Dans un Etat de droit, il est du devoir du gouvernement de chercher à influencer le comportement des citoyens pour eux-mêmes, pour autrui et pour le bien public. C'est ainsi que l'Etat veut convaincre les fumeurs de mettre fin à leur dépendance. De même quant aux jeux de hasard et à la conduite automobile avec facultés affaiblies. C'est également le cas quand, par la publicité, l'Etat suggère aux hommes ayant des difficultés érectiles de consulter un médecin.

Il va sans dire que chacun a droit à son opinion sur la pertinence et la qualité des messages que l'on nous présente, voire sur les lois et les programmes que l'Etat implante dans des domaines où il cherche à influencer nos comportements. Il importe alors de s'exprimer, comme dans mon entourage immédiat, où certains trouvent qu'on exagère en matière de lutte au tabagisme alors que d'autres demeurent inflexibles.

Michel Paillé
Québec, le 18 février 2009

LIBRE OPINION

Le temps est venu de favoriser la recherche

MARC GARNEAU

Député de Westmount-Ville-Marie, porte-parole libéral pour l'industrie, les sciences et la technologie

Jean Chrétien et Paul Martin ont accompli bien des choses. Une de leurs plus grandes réalisations fut la création de puissants vecteurs de revitalisation de la recherche publique. La Fondation canadienne pour l'innovation, le programme des chaires de recherche du Canada, Génome Canada et le programme de financement des frais de recherche indirectes, entre autres, démontrent leur clairvoyance et leur compréhension du rôle essentiel de la recherche dans notre pays.

En revanche, le dernier budget montre de façon très claire que le gouvernement Harper ne saisit pas l'importance de la recherche scientifique comme force créatrice des emplois de demain. En effet, les trois conseils subventionnaires qui contribuent vigoureusement au financement des chercheurs de nos universités et de nos hôpitaux de recherche subissent sur trois ans des réductions au nom de l'«efficacité» et du «recentrement». Tout aussi inquiétant, Génome Canada n'a pas reçu de nouveau financement cette année et ne pourra donc pas lancer le processus pluriannuel d'engagement des scientifiques canadiens de talent et des partenaires du secteur privé dans le prochain cycle de recherche qui est capital pour atteindre la masse critique et réaliser des percées décisives.

Il est pourtant grand temps que le Canada déclare sans équivoque son engage-

ment à long terme en faveur des sciences, de la recherche et de l'innovation. Cet engagement doit être solide comme le roc et envoyer au grand public comme au secteur privé le message suivant: le Canada inscrit son action dans la durée! À ce titre, il mettra en place les politiques, les financements et les incitatifs propres à assurer l'atteinte de cet objectif à long terme.

Ce message est crucial car il permettra à nos scientifiques de procéder sereinement à la planification à long terme sans laquelle la recherche scientifique n'est pas possible. Ils sauront ainsi que nous croyons vraiment dans ce qu'ils font et surtout que nous comprenons la nature de leur travail. Nous leur fournirons les outils qu'il leur faut pour le mener à bien.

Quand on écoute Barack Obama, il devient évident que nos voisins du sud savent de quoi il retourne, tout comme bien d'autres pays qui mesurent pleinement l'importance du financement scientifique. Pourtant, nous aussi nous voulons que nos scientifiques restent au Canada. En fait, nous voulons aussi que viennent chez nous des scientifiques de partout.

En lançant ce message, il faut également préciser qu'il s'agit de toutes les formes de recherche, que ce soit en génie ou en sciences naturelles, en sciences médicales ou en sciences de la vie, en sciences humaines ou en sciences sociales. Au bout du compte, toutes les formes de recherche sont légitimes et essentielles à notre prospérité.

En lançant ce message, nous devons déclarer haut et fort qu'il n'appartient pas au gouvernement de restreindre les formes

de recherche susceptibles d'être subventionnées. Ce serait une erreur monumentale que de favoriser les sciences appliquées au détriment des sciences fondamentales éventuellement dénuées de valeur commerciale. Une telle attitude trahit une incompréhension du processus de la recherche et finit par exclure bien des découvertes prometteuses qui viendront nourrir l'innovation technologique de demain.

Le Canada doit aussi remédier à ses faiblesses en matière d'innovation, car il fait constamment moins bien que bien des pays, comme la Finlande, l'Irlande, les États-Unis, et j'en passe. Nous avons tout ce qu'il faut pour être aussi novateurs qu'eux, mais le fait est que nous ne le sommes pas. Nous devons en analyser les raisons et faire les changements qui s'avèrent nécessaires. Nous devons nous doter d'une démarche cohérente à l'égard des nombreux éléments essentiels à l'innovation et remédier à certaines faiblesses qui nous sautent aux yeux, comme les failles dans la commercialisation de la recherche et le tarissement du capital de risque.

En somme, il y a beaucoup à faire et il nous faudra sans nul doute plusieurs années pour arriver à nos fins. Toutefois, nous avons les ressources nécessaires et nous pouvons à coup sûr adopter les pratiques qui ont réussi ailleurs pourvu que nous soyons prêts à changer nous-mêmes. Certains changements sont culturels, certes, mais il est également impératif que nos gouvernements commencent à envisager l'innovation différemment. Une chose est certaine: il n'y a pas de temps à perdre.

IDÉES

Notre eau, notre énergie, nos forêts!

Ne permettons pas qu'on humilie nos travailleurs

MARC LAVIOLETTE
PIERRE DUBUC

Respectivement président et secrétaire du SPQ libre

A Saint-Prime au Lac-Saint-Jean, la compagnie Abitibi-Bowater exige de ses 85 employés, sous menace de fermeture de son usine de bois d'ingénierie, qu'ils produisent 160 000 pieds de bois par quart de travail. S'ils ne réussissent pas à le faire, ils doivent continuer à travailler sans être payés, même si la cause de leur incapacité à atteindre l'objectif fixé résulte de bris d'équipements désuets.

Ce chantage éhonté émane de la plus grosse entreprise de papier journal en Amérique du Nord. Fruit de la fusion de la canadienne Abitibi-Consolidated et de l'américaine Bowater, la nouvelle entreprise a hérité de 6 milliards de dettes et doit rembourser cette année 700 millions en intérêts.

Pour faire face à ses obligations, AbitibiBowater procède à une liquidation d'actifs. La plupart de ses papeteries n'ayant pas été modernisées, les actifs les plus intéressants demeurent les installations hydroélectriques. C'est le cas en Ontario, mais également au Québec où la rumeur veut que la compagnie procède à la vente de barrages d'une capacité de 385 mégawatts et dont la valeur serait de 1,5 milliard de dollars.

L'exemple de Dany Williams

En Ontario, AbitibiBowater a un acheteur pour les 137 mégawatts de ses installations d'Iroquois Falls et Fort Frances, mais l'entreprise torontoise Brookfield Asset Management n'est pas intéressée à vendre l'électricité pour alimenter les papeteries. Elle sait qu'elle peut obtenir beaucoup plus sur le marché de l'énergie.

Toutefois, l'approbation de la ministre ontarienne des Ressources naturelles, Donna Cansfield, est nécessaire pour le transfert des droits d'hydroélectricité. Si elle refuse, AbitibiBowater menace de se placer sous la Loi sur les arrangements avec les créanciers et de procéder à la fermeture des papeteries.

En réaction à ce chantage, les travailleurs ontariens exigent de la ministre qu'elle suive l'exemple du premier ministre terre-neuvien Dany Williams, qui a exproprié les actifs hydroélectriques et les droits de coupe d'AbitibiBowater en réponse à la décision de la compagnie de fermer son usine de Grand Falls-Windsor.

Le contre-exemple de Raymond Bachand

Au Québec, AbitibiBowater possède sept usines et scieries au Saguenay-Lac-Saint-Jean dont les installations hydroélectriques ont une capacité totale de 175 mégawatts, alors que celle de Baie-Comeau a une capacité de 350 mégawatts. Précisons que cette dernière appartient à 40 % à Alcoa.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Déjà, des vautours sont aux aguets pour dépecer les actifs de la compagnie et mettre la main sur les installations hydroélectriques. Si les propriétaires privés de petits barrages rôdent dans les parages, ce n'est certes pas dans le but de continuer à alimenter les papeteries en électricité. Leurs intentions ressemblent plus à celles de Brookfield en Ontario.

Rio Tinto Alcan et Alcoa sont aussi intéressées par les installations situées près de leurs usines au Saguenay et sur la Côte-Nord, et Alcan mise sur la présence au conseil d'administration d'AbitibiBowater de deux de ses anciens p.d.-g., Jacques Bougie et Dick Evans.

AbitibiBowater ne peut céder, transférer ou autrement aliéner les droits qui lui ont été consentis à moins d'avoir obtenu l'autorisation du gouvernement, mais l'attitude de ce dernier dans le cas de la fermeture de l'usine de Donnacona d'AbitibiBowater au début du mois de décembre 2007 n'a rien de rassurant. Le ministre responsable du Développement économique, Raymond Bachand, a alors admis que le gouvernement avait sacrifié la relance de l'usine de Donnacona en échange de la promesse de la compagnie de maintenir ses activités aux usines de Dolbeau et de Grand-Mère.

Par ce geste, le gouvernement autorisait AbitibiBowater à se désengager de son obligation d'exploiter de façon continue l'usine de Donnacona jusqu'en 2011. Cette obligation avait été contractée en 1998 en échange d'un investissement de 36 millions de dollars dans l'usine pour sa modernisation par la Société de développement industriel du Québec.

Prendre la Finlande comme modèle

Les effets dévastateurs du contrôle étranger sur la forêt, une de nos principales ressources

qui génère plus de 100 000 emplois au Québec, sont mis en lumière lorsqu'on compare notre situation à celle de la Finlande.

Dans un dossier publié dans le magazine «Report on Business» du *Globe and Mail* (décembre 2007), le journaliste Konrad Yakabuski soulignait que la Finlande, un pays plus petit que le Québec avec à peine 5,3 millions d'habitants et où les arbres ne poussent pas plus vite qu'ici, comptait trois entreprises parmi les dix géants de l'industrie forestière mondiale.

Le Canada, rappelle le journaliste, est toujours le plus grand producteur de papier journal au monde, mais à peine 7 % de ses moulins à papier sont dans le quartile le plus productif.

Yakabuski souligne qu'une des trois plus grandes entreprises de construction de machine à papier est finlandaise. Au Canada, il n'y a même pas d'entreprise de fabrication de machines à papier.

Pour la nationalisation des barrages

En l'absence d'une véritable politique forestière, on a laissé les entreprises, en majorité étrangères, pratiquer une politique de pillage caractéristique de l'exploitation du Tiers-Monde et de chantage auprès des ouvriers, comme c'est le cas à Saint-Prime.

Aujourd'hui, AbitibiBowater veut disposer à son propre profit des barrages qui n'ont pas été inclus dans la nationalisation de l'électricité en 1962, tout comme ceux de l'Alcan, parce qu'ils étaient affectés à un projet industriel bien précis. Le gouvernement doit intervenir et l'empêcher de le faire.

Si AbitibiBowater veut s'en départir, les installations hydroélectriques doivent être nationalisées et servir de leviers pour le développement d'une véritable politique énergétique et forestière.

La haute diplomatie du Québec



LISE PAYETTE

Il est passé en coup de vent. Un mois, jour pour jour après son assermentation, il a rendu visite à ses voisins du nord. Sa visite n'a duré que quelques heures et nous devons tous espérer que ces heures ne soient pas du temps perdu. On a eu droit aux images habituelles d'une telle visite et la veille, pendant que CNN donnait aux Américains l'ordre du jour complet de la visite officielle à Ottawa en incluant les noms de tous ceux qui seraient présents, le premier ministre du Canada a refusé l'information aux journalistes d'ici, selon son habitude, et a tenu à garder tous les détails secrets jusqu'à la dernière minute. Deux hommes aussi différents qu'on puisse les imaginer se sont rencontrés. Le président Obama ouvert et disponible, le premier ministre du Canada fermé comme une huître et méfiant sans bon sens. Comment ont-ils fait pour se parler? Il n'y avait, paraît-il, que quelques minutes prévues entre les deux hommes, face à face. Tout le reste du temps était consacré aux dossiers qui nous unissent ou nous séparent en présence de tous ceux que ça concerne, représentant les deux pays. La visite à Harper est comme un arrêt dans une halte routière.

Cette visite, hier, à Ottawa, devrait nous inciter à nous questionner sur certaines informations qui ont filtré. Notre premier ministre Jean Charest aurait téléphoné à Stephen Harper pour lui demander d'agir comme une sorte de lobbyiste pour le Québec auprès d'Obama. Charest souhaitait que Harper intervienne afin d'intéresser le président à notre production d'hydroélectricité, dont nous aimerions vendre certaines quantités aux USA. Partant du fait que le président Obama a des ambitions écologiques pour son pays, qu'il vise à multiplier les sources d'énergie accessibles aux Américains, M. Charest a sauté dans le train en marche. Qui mieux que M. Harper pour défendre les intérêts économiques du Québec? s'est-il dit. Je l'avoue, quand j'ai appris la nouvelle dans les journaux, ça m'a fait sourire.

On savait déjà que le président Obama ne ferait que passer au Canada. Tout le monde avait été prévenu. Il ne disposerait que de quelques heures pour faire connaissance avec Stephen Harper, puis, sans doute, discuter de son plan de relance et de l'avenir de l'automobile en Ontario, un dossier préoccupant pour cette province, s'il en est un. On parlerait aussi de la situation des troupes en Afghanistan et du rôle que M. Obama voudrait peut-être voir le Canada y jouer après 2011. Le dossier concernant la sécurité des frontières qui séparent nos deux pays devrait être abordé, les projets des USA quant à l'environnement et la position incompréhensible et rigide du Canada sur ce sujet aussi, et surtout, surtout sa position sur le protectionnisme qui fait tant peur à tout le monde qui traite avec les USA. Il y avait déjà là de quoi remplir plusieurs heures de discussion. Rajouter la vente d'hydroélectricité à la dernière minute était un pari risqué. Surtout en confiant le dossier à un lobbyiste qui n'a pas fait ses preuves dans ce domaine-là. C'était se placer en situation de faiblesse pour rien du tout.

Personnellement, je ferais plus confiance à son fameux BlackBerry pour lui transmettre la bonne nouvelle qu'au chef du Parti conservateur du Canada, qui aurait été naturellement plus proche de l'autre candidat à la présidence américaine, John McCain, et qui doit craindre Obama comme la peste; il fera probablement un piètre lobbyiste.

Ma conclusion, c'est que le Québec n'a personne qui gravite autour du président Obama. Personne n'a prévu d'établir un contact avec son personnel ou son entourage pendant la campagne électorale? Pourtant, tout le monde savait au gouvernement du Québec qu'il se préparait un changement de la garde à Washington et malgré tout, personne n'a bougé? Barack Obama ne cesse de dire qu'il compte sur la diplomatie pour réparer les pots cassés qui ont été l'œuvre de l'administration Bush pendant des années afin de permettre aux USA de reprendre leur place dans le concert des nations. Nos diplomates québécois ont continué de ronronner, les bras croisés, alors que nous avons quelques délégations à travers le monde qui devraient justement servir à nous positionner auprès d'un nouveau président américain avec lequel nous avons beaucoup plus d'affinités naturelles que le précédent. Je me décafféine chaque fois que je constate que nous agissons comme des amateurs dans des domaines où nous devrions commencer à avoir une certaine compétence.

Comment ferons-nous pour faire savoir au président Obama que nous existons? Que le Québec est plus proche de ses positions sur l'environnement que le reste du Canada? Qu'une nation différente continue de se développer dans cette Amérique du Nord malgré les embûches et qu'une partie de sa population aspire à l'indépendance dans la paix et le respect d'autrui?

Y a-t-il un diplomate dans la salle? Un vrai.

En campagne électorale

L'accessoire l'emporte sur la substance

D^r RÉJEAN HÉBERT

Ex-candidat du Parti québécois dans Saint-François

J'ai récemment vécu ma première campagne électorale à titre de candidat. Bien que le résultat n'ait pas été favorable pour moi, j'en retire néanmoins une grande satisfaction et plusieurs enseignements.

J'ai beaucoup appris; les rouages de l'organisation politique bien sûr, mais aussi la maîtrise de dossiers importants pour les électeurs de ma circonscription. C'est surtout le contact chaleureux avec la population.

Ce qui m'a néanmoins surpris et déçu, c'est la difficulté en campagne de tenir des débats de société importants. C'est l'éphémère première ministre canadienne Kim Campbell qui avait été honnie après avoir déclaré en 1993: «Une élection n'est pas le moment pour discuter des affaires sérieuses.»

Mon expérience récente m'incite malheureusement à conclure qu'elle avait raison. Pour moi, un scientifique qui entrait en politique pour défendre un certain nombre d'idées (médecin du système public de santé, priorité au médecin de famille et au soutien à domicile, place des aînés), c'est un constat désolant. Et ce n'est pas parce que les candidats et les partis sont dépourvus d'idées et ne souhaitent pas les débats, mais parce que les discussions de fond ne sont pas permises sur la place publique, essentiellement gérées par les médias.

D'abord, j'ai appris que, dès que l'on est candidat, on perd son droit de parole dans les journaux. Impossible de publier une lettre d'opinion, c'est la règle, m'a confirmé un éditeur d'un grand journal national. Aussitôt l'élection terminée et

ma défaite consommée, je retrouvais mon droit de parole; un peu tard pour influencer le choix des électeurs... J'ai quand même tenté d'utiliser mon site Internet pour faire valoir des idées, mais ce mode de communication est encore peu utilisé par les électeurs au Québec.

Le traitement médiatique est de plus dominé par la soi-disant règle d'égalité apparente des médias envers les partis politiques. Si vous faites un point de presse et que votre adversaire n'a rien à dire cette journée-là, eh bien votre annonce tombera à plat ou ne sera pas couverte. Une règle qui ne trompe cependant personne quand on voit que, tout au long de la campagne, le Parti libéral de Jean Charest a toujours devancé largement les deux autres partis sur les plans du temps et de l'espace média.

Au niveau national

C'est pire au niveau national. J'ai eu l'occasion de suivre la caravane de Pauline Marois à deux reprises pendant la campagne. Lorsque les annonces en santé ont été faites, aucune question de fond sur les orientations du Parti, mais une question piège sur la mise à la retraite des médecins et infirmières en 1997 (sic). Et c'est cette dernière qui a fait les grands titres, occultant tout le programme du Parti en matière de santé.

Même chose sur les aînés, où les médias étaient obsédés par la valeur monétaire de nos engagements en matière de soutien à domicile et non par la substance de notre programme, notamment la mise en place d'une politique des aînés. Une chose est sûre, aux yeux des médias, la valeur d'un engagement se calcule uniquement en millions de dollars. Pas étonnant que la population trouve les partis politiques irresponsables de jeter ainsi les millions, mais c'est le seul moyen de capter l'attention

de la presse. Pourtant, plusieurs enjeux majeurs de notre société (avortement, euthanasie, droit aux soins à domicile, caractère public du système de santé, pénurie de professionnels) n'impliquent pas nécessairement d'investissements importants et sont ainsi marginalisés.

On se retrouve donc avec des campagnes centrées exclusivement sur les chefs, qui doivent plutôt se préparer à lancer des millions, à réagir à l'actualité ou encore à répondre aux annonces ou aux gaffes des adversaires. La substance du programme et la contribution des autres candidats sont complètement évacuées.

Un autre exemple: il fut impossible d'attirer l'attention des médias sur la situation désastreuse de l'agriculture dans mon comté. Personne ne s'est présenté lors du point de presse à ce sujet chez un producteur. Lors de la deuxième visite de Pauline Marois dans le comté, nous avons choisi ce sujet pour attirer enfin l'attention du public sur notre programme en agriculture. Les journalistes nationaux de la caravane ont assisté à notre présentation, mais les questions ont toutes porté sur d'autres sujets qui préoccupaient davantage la presse. Résultat: pas un mot sur l'agriculture dans les journaux et les médias électroniques. Et comble d'ironie, certains électeurs m'ont fait remarquer que mon parti et moi ne nous étions pas prononcés sur ce sujet...

Il est grandement temps de revoir nos façons de faire tant dans les partis politiques que dans les médias. Le public a besoin d'information pour faire un choix éclairé en temps d'élection. Une campagne électorale devrait être un moment fort pour réfléchir sur l'avenir de notre nation et sur les meilleures personnes pour le porter. Une élection doit redevenir un moment pour discuter des choses sérieuses.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papière (pupitre) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter) ; information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (littérature), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Reny (pupitre) ; information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies) ; Michel Garneau (cartographe) ; Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Mungier (responsable du site Internet), Emille Folle-Bouvin et Vincent Cauchy (communis Internet) ; Amélie Gaudreault (secrétariat à la rédaction) ; Jean-Jacques Coulombe et Éléonore Flammion-Emond (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montreal), Olivier Spéciale (Québec), Monique Bherer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boly-Demers, Jean-François Bossé, Manon Bolland, Marlène Côté, Richard Doungama, Amélie Maltais, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebat (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Blon, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

Charest invité à Harvard

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Gérard Bouchard a invité Jean Charest à l'université Harvard pour prononcer une conférence dans le cadre des «Canada Seminars» du Weatherhead Center for International Affairs. Le premier ministre s'y rendra lundi après-midi et parlera principalement de la «relation d'affaires» entre le Québec et les États-Unis en ces temps de crise financière et économique. Il reprendra des grands thèmes abordés hier par le président Obama et le premier ministre Harper (crises, frontières, environnement, énergie), en «adoptant bien sûr la perspective québécoise». La question de l'hydroélectricité comme «ressource renouvelable», qui n'est pas reconnue comme telle aux États-Unis, fera «très probablement» partie des «messages principaux» de son discours, a-t-on appris.

Par ailleurs, Gérard Bouchard, qui a coprésidé la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC) est, depuis le mois d'août et pour une année, le «William Lyon Mackenzie King Visiting Professor of Canadian Studies» de Harvard. Il enseigne notamment à la faculté de sociologie, organise des séminaires et colloques sur les autochtones, les déterminants sociaux de la santé et les mythes nationaux. M. Bouchard a refusé d'accorder une entrevue au *Devoir*. Il souhaite prendre du recul par rapport au Québec où il a été très «visible» en 2007-08, a-t-il fait savoir.

Quant au rapport Bouchard-Taylor, il suscite depuis son dépôt une «curiosité extraordinaire» à l'étranger, principalement en Europe, en raison de la notion d'«interculturalisme», vue comme un moyen terme entre le multiculturalisme et l'assimilation. Les deux ex-coprésidents ont présenté leur document lors d'une table ronde, récemment à Harvard. Le rapport sera aussi scruté lors d'un séminaire la semaine prochaine, où l'on comparera la gestion démocratique de la diversité dans six sociétés. Après une première tournée de conférences en Belgique, en Finlande et en Hollande en novembre, M. Bouchard, a-t-on appris, en effectuera une autre en Irlande, en Écosse et en Angleterre. Une troisième tournée est prévue en Italie en juin.

Le Devoir

EN BREF

Une bibliothèque rebaptisée Gaston-Miron

La Ville de Montréal rebaptisera son ancienne bibliothèque centrale du nom du poète et éditeur Gaston Miron. L'immeuble historique de granit gris situé rue Sherbrooke abrite depuis cette année le Conseil des arts de Montréal. L'édifice néo-classique conservera son fronton historique indiquant «Bibliothèque de la Ville de Montréal». Décédé en 1996, l'auteur de l'Homme rapaillé est le seul écrivain québécois à avoir eu droit à des funérailles nationales. Son apport à la culture québécoise est majeur, mais sa mémoire n'était pas encore honorée dans la toponymie de sa ville. Construite en 1915 et inaugurée en 1917, la bibliothèque centrale avait été défendue à ses origines par Éva Circé-Côté, une femme socialiste méconnue dont les positions sociales et politiques ne sont pas sans rappeler celles défendues par Gaston Miron. Le bâtiment qui portera désormais le nom d'Édifice Gaston-Miron doit d'ailleurs continuer d'accueillir des livres dans une de ses parties. — *Le Devoir*

Harper commente sa rencontre avec Obama

Dans des entrevues accordées à CBC et à TVA à la suite de sa rencontre avec le président américain, le premier ministre du Canada, Stephen Harper, a affirmé hier soir que Barack Obama était «un homme fascinant» qu'il était «facile d'aimer et d'apprendre à connaître». Stephen Harper a notamment dit avoir été frappé par le calme affiché par le président américain malgré les nombreux problèmes auxquels les États-Unis font face. «Il semble à l'aise avec la situation [économique] et les difficultés qui sont devant lui», a-t-il dit. Le premier ministre canadien a indiqué ne pas avoir discuté formellement avec le président des États-Unis d'un éventuel prolongement de la mission canadienne en Afghanistan. «Les Américains sont en train d'examiner leurs objectifs, leurs stratégies à long terme. Ils ne sont pas dans une position pour demander plus des autres», a affirmé M. Harper à TVA. Stephen Harper a abordé la question des exportations d'hydroélectricité aux États-Unis et dit avoir «senti une ouverture» de la part de son interlocuteur. M. Harper a expliqué que les deux hommes avaient parlé d'enjeux majeurs tels que la crise dans le secteur automobile et la récession, mais qu'ils avaient aussi eu des échanges plus personnels à propos de leurs familles et qu'ils s'adressaient l'un à l'autre simplement par leur prénom. «Un de mes objectifs ici est de changer la relation canado-américaine», a affirmé Stephen Harper. — *Le Devoir*



JIM YOUNG REUTERS

Le président Obama a été accueilli par la gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, avec qui il a en commun d'avoir été le premier chef d'État noir de son pays. La chimie a eu l'air de fonctionner immédiatement, les deux souriant à belles dents.

OBAMA

SUITE DE LA PAGE 1

sur une déclaration conjointe par laquelle Ottawa et Washington s'engagent à entamer un «dialogue sur l'énergie propre». Ce qui découlera de ce dialogue n'est pas clair pour l'instant. Tout au plus parle-t-on ici d'élargir la recherche et le développement, d'élaborer et de déployer des technologies énergétiques propres et de mettre au point un système de distribution d'électricité propre et renouvelable Nord-Sud. (On pense surtout ici à l'hydroélectricité.) Des fonctionnaires des deux pays se rencontreront au cours des prochaines semaines pour amorcer ce grand «dialogue».

Virginité verte retrouvée

De toute évidence, le jeu du premier ministre Stephen Harper a consisté hier à minimiser les différences, pourtant gigantesques, entre l'approche canadienne dans la lutte contre les changements climatiques et celle que propose la nouvelle administration à Washington. M. Harper a perdu ses alliés américain et australien dans le clan des réfractaires et il a tenté hier de se coller au populaire Barack Obama.

«Nos approches ne sont pas très différentes», a lancé M. Harper en conférence de presse. Si l'examine la plateforme électorale du président Obama et la nôtre, la réalité c'est que les cibles sont plus ou moins les mêmes. Effectivement, M. Obama s'engage à ramener les émissions des États-Unis à leur niveau de 1990 d'ici 2020, soit l'équivalent d'une réduction de 16,7 % par rapport à 2007. Le Canada, lui, s'engage à réduire de 20 % ses émissions d'ici 2020 par rapport à 2006. La différence est que le Canada a vu ses émissions augmenter de manière beaucoup plus marquée au début des années 2000 à cause de l'exploitation des sables bitumineux.

M. Harper est même allé jusqu'à affirmer que les cibles de réduction en intensité des gaz à effet de serre qu'il préconise étaient équivalentes aux réductions absolues que le protocole de Kyoto prévoit et que Barack Obama appuie. «C'est juste deux façons de mesurer la même chose», a soutenu le premier ministre. On peut convertir l'un à l'autre.

Réduire l'intensité des gaz à effet de serre signifie rendre la production d'un bien donné moins polluante pour chaque unité produite. Si le nombre de biens produits augmente, la pollution totale peut augmenter. Les réductions absolues imposent une diminution de la pollution globale, quel que soit le nombre de biens fabriqués.

Le premier ministre a laissé entendre, comme cela est devenu le message depuis quelques semaines à Ottawa, que le Canada est retardé dans l'élaboration de son cadre réglementaire par la lenteur des États-Unis à adopter le leur.

Le président Obama, pour sa part, ne voit que du positif dans la lutte contre les changements climatiques. «D'un point de vue économique, il est

logique de s'attaquer à ce problème dans la mesure où on peut rendre nos économies des deux côtés de la frontière plus efficaces sur le front énergétique. Cela fait économiser les consommateurs. Cela fait économiser les entreprises. Et cela a l'avantage de consolider notre sécurité énergétique.»

Le fossé qui sépare les deux dirigeants a percé le vernis lorsque M. Harper a reconnu qu'il était «trop tôt» pour parler d'harmonisation des plans de lutte contre les changements climatiques canadien et américain. Barack Obama a souligné pour sa part que chaque pays devra faire son «débat domestique» sur la question, mais il dit espérer «que nous soyons en mesure de faire preuve de leadership lorsque la conférence internationale de Copenhague aura lieu».

Bonne entente

Pour le reste, le président et le premier ministre se sont entendus pour travailler de concert dans le redressement de l'économie nord-américaine. Si on a bien discuté de la clause «Buy American» du plan de relance américain, il en a encore le premier ministre n'a pas voulu — du moins publiquement — exprimer son mécontentement.

«J'ai offert au premier ministre Harper l'assurance que je veux accroître le commerce entre nos deux pays, pas le réduire», a déclaré M. Obama. Stephen Harper a répliqué qu'il était satisfait des garanties verbales offertes, soulignant en outre que donner la préférence à des fournisseurs domestiques était parfois permis «dans certains cas et certainement pas sans limites».

Enfin, les deux hommes n'ont pas discuté du sort du Canadien Omar Khadr, enfermé depuis l'âge de 15 ans à la prison de Guantanamo. En conférence de presse, les journalistes n'ont pas non plus abordé le sujet, les médias canadiens n'ayant droit qu'à deux questions en tout.

Le premier ministre s'est dit honoré que le Canada ait été choisi comme première destination du président tandis que ce dernier a expliqué son choix par la volonté de «souligner nos liens étroits et l'importance de notre relation».

Au total, le président aura passé exactement 26 minutes en compagnie de la gouverneure générale, 33 minutes en tête-à-tête (sans aucun adjoint) avec Stephen Harper, 30 autres minutes pendant lesquelles leurs adjoints respectifs se sont joints à eux. Puis un lunch d'une heure et demie a été servi, auquel participaient aussi trois ministres canadiens et des fonctionnaires.

Le président a eu le temps de visiter la magnifique bibliothèque du parlement, a effectué une escapade au marché Byward pour y acheter des pâtisseries puis est retourné à l'aéroport pour discuter 34 minutes avec le chef libéral Michael Ignatieff avant de s'envoler vers le Sud.

Le Devoir

mcornellier@ledevoir.com

SANTÉ

SUITE DE LA PAGE 1

très bon pour introduire une mesure nouvelle de la nature de celle que nous recommandions dans notre rapport», a poursuivi M. Castonguay.

En février 2008, le groupe de travail sur le financement de la santé, présidé par M. Castonguay, proposait de récupérer entre 0,5 et 1 % de la TVQ pour accroître les ressources du réseau de la santé en plus d'imposer une franchise aux usagers.

Ces deux avenues, perçues à l'époque comme un «électrochoc pour le système public», avaient été promptement rejetées par le ministre de la Santé, Philippe Couillard.

Au moment où le Québec s'engage dans une récession «inquiétante», il vaut mieux ne pas soulever à nouveau ce débat, conclut aujourd'hui l'auteur des recommandations. «Je pense bien que ne n'est pas le moment», a laissé tomber M. Castonguay.

Néanmoins, en dépit de la crise, le «père de

l'assurance maladie» n'est pas pour autant en faveur d'un gel des tarifs tous azimuts, comme le suggère le Parti québécois.

«Un gel total des tarifs serait contre-indiqué. Il y a des types de tarifs qui doivent connaître une évolution régulière, je crois. Il y a des mécanismes pour apporter ces changements de la façon la plus correcte possible», a-t-il fait valoir.

Parmi les frais pouvant être revus à la hausse, Claude Castonguay cite les tarifs de l'assurance automobile et de l'électricité, mais aussi ceux de l'assurance médicaments ou du transport en ambulance. «La grande partie des travailleurs vont conserver leur emploi et ils pourront faire face aux augmentations parce que la récession freine, pour l'instant, l'inflation», a-t-il analysé.

M. Castonguay rencontra la presse hier pour présenter son rapport sur l'implantation de l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux, un mandat que lui avait confié le ministre Couillard il y a un an.

VISITEUR

SUITE DE LA PAGE 1

Mais il est arrivé souriant, préparé et déterminé à faire de cette visite un succès. Stephen Harper espérait la même chose. Ils ne seront pas nécessairement sortis de leur rencontre bras dessus bras dessous. Après tout, on ne leur demande pas d'être copains, mais de s'entendre. Et s'entendre, ils l'ont fait et le feront encore. Parce que c'est dans leur intérêt personnel et dans l'intérêt mutuel de leurs pays. Et les intérêts, c'est ce qui dicte les relations internationales et économiques.

Dans les jours précédant la rencontre, Obama a multiplié les signaux pour ménager les susceptibilités canadiennes tout en offrant certaines portes de sortie au premier ministre. En entrevue à la CBC, il a mis un bémol à son projet de renégocier certains volets de l'ALENA, a évité de qualifier les sables bitumineux de «pétrole sale» et n'a pas coïncé le Canada en souhaitant la prolongation de la mission afghane. Il n'a pas dévié de cette trajectoire hier.

Cela ne veut pas dire qu'il n'avait pas d'attentes. Coopération économique, partenariat nord-américain sur l'énergie et l'environnement, sécurité mondiale, a énuméré son conseiller Denis McDonough à la veille de la rencontre. Plus significatif, toutefois, était l'importance de ce voyage pour la stratégie d'ensemble du gouvernement américain en matière de politique étrangère, une politique qui, sous Obama, mise sur la coopération et le dialogue. «Il est d'une importance vitale pour les États-Unis de revitaliser leurs alliances, de chercher des occasions d'utiliser ces alliances pour faire avancer nos buts et intérêts communs», a souligné M. McDonough.

Barack Obama l'a rappelé hier en conférence de presse. «J'ai dit que les États-Unis étaient à nouveau prêts à assumer un leadership, mais un leadership fort dépend d'alliances solides. Et des alliances solides reposent sur un renouveau constant. Même les voisins les plus proches doivent faire l'effort de s'écouter, de garder ouvertes les lignes de communication et de structurer leur coopération ici et à l'étranger. C'est ce que nous avons commencé à faire aujourd'hui.»

Le président avait besoin que son premier voyage à l'étranger soit un succès afin de lui permettre de démontrer son sérieux au reste de la communauté internationale. La tradition veut que le Canada, le principal partenaire économique des États-Unis, soit le premier arrêt d'un nouveau président, mais cela avait aussi son avantage. La destination était peu périlleuse et en même temps offrait l'occasion à M. Obama de prouver sa volonté d'avoir de bons rapports avec ses homologues, peu importe leur couleur politique.

Ce n'est pas par altruisme qu'il a été bon joueur, ni parce qu'il voulait se faire un nouvel ami. Il l'a fait parce que cela sert son pays et sa vision de la politique étrangère. Et fort heureusement pour Stephen Harper, cela l'a aussi servi.

M. Harper a une image à refaire, surtout en matière d'environnement et de politique étrangère, et partager les projecteurs avec le politicien le plus populaire de l'heure, même au Canada, ne pouvait lui faire de mal. Le premier ministre avait besoin d'un parcours sans faute en plus de sortir de la rencontre avec quelques résultats, aussi modestes soient-ils, et qui coïncideraient au moins en partie avec ses politiques. En apparence, il les a obtenus. Il n'a pas eu de demande pour prolonger la mission afghane, a été en partie rassuré sur les menaces protectionnistes et a convenu d'un «dialogue sur l'énergie propre» qui n'est pas trop compromettant.

Le chef conservateur peut donc dire qu'il a passé le premier test. Avec, il faut le dire, la coopération du président. Cependant, la vraie épreuve pour lui et son gouvernement viendra plus tard, quand, au-delà des généralités, il faudra approfondir ces dossiers et s'entendre sur les détails.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 13 800 rue Braith, St-Jovier de Mirabel, Québec, division de Québecor Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Bechard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390